

Développement Régional :
Etudes stratégiques et sectorielles
(2011-2022)

Mai 2025

Fiches études

Intitulé de l'étude	Champs d'intervention	Date de l'étude	Financement	Objectifs de l'étude
Stratégie nationale de développement régional (SNDR)	Stratégique- Nationale	Avril 2022	Coopération Tuniso-Allemande - projet ADEC/GIZ	- Faire le point sur l'évolution des objectifs, des instruments et des réalisations de la politique nationale en matière de développement régional . - Tirer les enseignements des acquis de l'expérience du pays dans ce domaine. - Formuler des orientations à caractère stratégiques pour un renouvellement de la politique nationale en matière de développement régional.
Etude de l'amélioration de l'efficacité des politiques de développement régional		Novembre 2021	Fonds de transition	- Evaluation des Politiques de Développement Régional - Conception d'un système de suivi-évaluation des politiques de Développement Régional - Conception et application d'indicateurs d'attractivité
Plan Stratégique du Développement Régional « PSDR Jendouba 2050 ».	- Gouvernorat de Jendouba	2020	Coopération Tuniso-Allemande, Projet « Appui à la décentralisation » à travers GIZ	- Définir un cadre stratégique pour le développement futur du Gouvernorat. - Renforcer les Capacités des Acteurs locaux en matière de concertation et de planification stratégique participative du développement. - Contribuer au Renouvellement des Approches de Planification et du Développement Régional dans une perspective de décentralisation

Evaluation du programme de développement régional pour la période 1998-2018	Coopération Tuniso-Allemande - projet ADEC/GIZ	Avril 2020	la Coopération Technique Allemande GIZ	-Evaluer le PRD en matière de conception, de mise en œuvre et de suivi en vue de tirer les enseignements utiles pour participer à la construction d'un nouveau paradigme du développement régional -Evaluer la cohérence intrinsèque du PRD en relation avec d'autres programmes poursuivant des objectifs similaires, -Etablir un bilan global des réalisations financières et physiques du PRD, par gouvernorat et par composantes, durant la période (2018-1998) -Réaliser un diagnostic profond et détaillé du mode de gestion, de pilotage et de suivi-évaluation du PRD mesurer à travers les résultats atteints et leurs qualités. -Evaluer les aspects relatifs à la cohérence, la pertinence, l'efficacité et l'efficience du PRD . -Déterminer l'impact des différentes réalisations du programme
Étude stratégique pour le développement du gouvernorat de Bizerte à l'horizon 2030	Etude Stratégique Territoriale Gouvernorat de Bizerte	2018	59052.000 DT (CGDR)	Mettre en exergue par un diagnostic les tendances lourdes des secteurs économiques, sociaux et environnementaux du Gouvernorat de Bizerte aux horizons 2030 en prenant en considération l'organisation territoriale régionale et le positionnement du Gouvernorat dans son environnement international et national, - Identifier la stratégie de développement durable à mettre en place, s'appuyant

				notamment sur les forces et opportunités du territoire tout en répondant aux problématiques des différentes zones géographiques au sein du Gouvernorat de Bizerte, - Elaborer un plan d'actions faisant état d'une spécialisation intelligente, notamment en portant une attention particulière à trois secteurs stratégiques : le tourisme, les IAA et les énergies renouvelables, - Disposer d'outils pour permettre l'évaluation de l'ensemble de la stratégie régionale de développement durable et du plan d'actions sous la forme d'un tableau de bord synthétique.
Étude stratégique pour le développement du gouvernorat de Mahdia à l'horizon 2030	Etude Stratégique Territoriale Gouvernorat de Mahdia	2018	61034.587 DT(CGDR)	-Identification des potentialités de développement de la région de Mahdia - d'élaboration d'un plan de développement fixant, pour les prochains quinquennats, les voies et orientations susceptibles de donner à la région l'élan de développement économique et social auquel aspirent les populations des différentes délégations du gouvernorat
Analyse du cadre de développement régional en Tunisie	Cette mission d'appui technique s'inscrit dans le cadre du Projet d'assistance technique pour le développement des régions défavorisées en Tunisie, en partenariat avec la Banque Mondiale.	2016-2018		- Analyse des disparités spatiales et du potentiel économique des régions en Tunisie; - Analyse de l'approche du Gouvernement en matière de planification du développement régional - Revue et consolidation de la définition des régions défavorisées

				- Identification, élaboration et priorisation des options pour le développement des zones défavorisées
La discrimination positive: un principe constitutionnel à concrétiser pour la promotion de l'emploi décent dans les régions	Cette Etude a été réalisée à l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ) pour le compte du Contrat Social (Gouvernement Tunisien-UGTT-UTICA) représenté par la sous-commission "Croissance économique et développement régional" présidée par le Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale MDICI.	Juin 2017	Le Bureau International de Travail "BIT" dans le cadre du projet "Promotion du Dialogue Social et Renforcement de la Gouvernance du Travail en Tunisie".	-Définir des critères, des outils et des instruments précis et biens cohérents pour mettre en œuvre le concept de la discrimination positive; dans le but de pallier aux défaillances et aider les pouvoirs publics à établir l'équilibre entre les régions et garantir la cohésion du territoire . -Dégager les domaines d'intervention prioritaires ; -Définir un ensemble de critères d'affectation des ressources (financières, humaines,...) ; -Définir les mécanismes incitatifs qui peuvent mobiliser les investisseurs privés ainsi que la société civile pour intervenir dans ces régions.
Étude stratégique pour le développement du Gouvernorat de Zaghouan à l'horizon 2030	Etude Stratégique Territoriale Gouvernorat de Zaghouan	2017	55694.198 DT (CGDR)	-Constituer un cadre de développement cohérent et équitable pour une organisation territoriale optimale d'intégration régionale rationalisant les ressources, atténuant les contraintes de fonctionnement et améliorant les conditions de vie des citoyens dans un environnement sain et durable. - Obtenir un bilan permettant l'évaluation du dynamisme de développement au sein du gouvernorat de Zaghouan, l'identification des enjeux et l'élaboration d'une vision de développement à l'horizon 2030 et

				l'avancement d'orientations stratégiques de développement - élaboration d'un plan de développement stratégique à l'horizon 2030, un plan réalisable basé sur une étroite concertation avec toutes les parties prenantes dans le gouvernorat -Mettre en place un outil qui permettra de présenter l'essentiel du plan stratégique et d'effectuer le suivi-évaluation de ce plan stratégique.
Plan régional d'environnement et de développement durable PREDD du gouvernorat du Kef	Gouvernorat du Kef	Octobre 2016	- Coopération Tuniso-Allemande pour l'environnement (PPE) à travers GIZ	Mettre à la disposition des acteurs locaux un instrument approprié pour la relance de développement économique et social de leur région. -Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de techniques de concertations, de diagnostic et de planification participative. -Renouvellement des approches de planification du développement régional du pays.
Projet de Planification pour le Développement Régional du Sud de la République Tunisienne.	Les six (06) gouvernorats du Sud Tunisien.	Novembre 2015	Agence Japonaise de Coopération Internationale	-Etude et diagnostique de l'état actuel (problématiques et opportunités...). -Elaboration d'une stratégie de développement à long terme 2015-2035. -Elaboration d'un plan d'action à moyen terme 2015-2025 pour l'ensemble de la région du Sud (Tataouine, Médenine, Gabes, kébili, Gafsa et Tozeur).
Plan Régional de Développement Durable (PREDD)	Gouvernorat de Kasserine	2013-2014	Fonds Suisse	-Doter chacune des quatre régions concernées par ce processus d'un cadre stratégique et d'une vision prospective

du Gouvernorat de Kasserine				pour un développement régional s'inscrivant dans une perspective de durabilité et pris en charge par les acteurs locaux. Il s'agit de mettre à la disposition de ces derniers un instrument approprié pour faciliter la relance de la dynamique de développement économique et social de leur région. -Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de techniques de concertation, de diagnostic et de planification participatifs pour un développement régional s'inscrivant dans une perspective de durabilité, et ce à travers une dynamique d'apprentissage collectif . -Contribuer au renouvellement des approches de planification du développement régional du pays en mettant davantage l'accent sur les aspects de participation active des acteurs locaux et l'appropriation effective des stratégies et plans de développement régionaux par ces derniers.
Plan Régional d'Environnement et de Développement Durable (PREDD) du Gouvernorat de Sidi Bouzid	Gouvernorat de Sidi Bouzid	2013-2014	Fonds Suisse	Doter chacune des quatre régions concernées par ce processus d'un cadre stratégique et d'une vision prospective pour un développement régional s'inscrivant dans une perspective de durabilité et pris en charge par les acteurs locaux. Il s'agit de mettre à la disposition de ces derniers un instrument approprié pour faciliter la relance de la dynamique de développement économique et social de leur région.

				Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de concertation, de diagnostic et de planification participatifs pour un développement régional s'inscrivant dans une perspective de durabilité et ce à travers une dynamique d'apprentissage collectif. Contribuer au renouvellement des approches de planification du développement régional du pays en mettant davantage l'accent sur les aspects de participation active des acteurs locaux et l'appropriation effective des stratégies et plans de développement régionaux par ces derniers.
Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de GABES	Gouvernorat de GABES	Juillet 2014	AGROTEC	- Analyse de la situation socio-économique du gouvernorat de Gabes. - Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat de Gabes.
Plan Régional d'environnement et de développement durable (PREDD) du gouvernorat de Médenine.	Gouvernorat de MEDENINE	Juin 2014	Agence Allemande de la Coopération Internationale	-Elaboration d'un plan régional d'environnement et de développement durable (PREDD) du Gouvernorat de Médenine
Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de TATOUINE	Gouvernorat de TATOUINE	Juin 2014	AGROTEC	- Analyse du cadre naturel et social du gouvernorat de Tataouine. - Analyse du cadre économique du gouvernorat de Tataouine. Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat.
Etude de positionnement sectoriel stratégique	Gouvernorat de TOZEUR	Mars 2014	AGROTEC	- Analyse de la situation socio-économique du gouvernorat de Tozeur.

Gouvernorat de TOZEUR				Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat de Tozeur.
Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de KEBILI	Gouvernorat de KEBILI	Mars 2014	AGROTEC	- Analyse du cadre naturel et social du gouvernorat de kébili. - Analyse du cadre économique du gouvernorat de kébili. Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat.
Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de MEDENINE	Gouvernorat de MEDENINE	Septembre 2013	AGROTEC	- Analyse du cadre naturel et social du gouvernorat de Médenine. - Analyse du cadre économique du gouvernorat de Médenine. Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat.
Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de GAFSA	Gouvernorat de GAFSA	Mai 2013	AGROTEC	Analyse de la situation socio-économique du gouvernorat de Gafsa - Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat.
Livre blanc de développement régional Tunisie	Etude Stratégique	2011		-Diagnostic des disparités régionales enregistrées en Tunisie - Proposition d'une nouvelle approche du développement régional afin de : * réhabiliter les régions qui accusaient un certain retard en matière de services de santé, d'éducation et d'équipement de base * assurer la liaison entre les régions afin de créer des pôles de compétitivité - Intégrer les régions du pays dans l'économie mondiale.

FICHE ETUDE : Stratégie nationale de développement régional

(SNDR)

Intitulé de l'étude:	Stratégie nationale de développement régional (SNDR)
Champs d'intervention	Stratégique- Nationale
Date de l'étude	Avril 2022
Financement	Coopération Tuniso-Allemande - projet ADEC/GIZ
Objectifs de l'étude	– Faire le point sur l'évolution des objectifs, des instruments et des réalisations de la politique nationale en matière de développement régional. – Tirer les enseignements des acquis de l'expérience du pays dans ce domaine – Formuler des orientations à caractère stratégiques pour un renouvellement de la politique nationale en matière de développement régional.
Out-Put de l'étude	Les conditions cadres pour la réussite d'une stratégie nationale de développement régional (SNDR) : – Nécessité d'établir un diagnostic partagé de l'état du développement régional: besoin d'appréhender convenablement la réalité du développement des territoires dans toute sa complexité, à l'abri des simplifications ; – Besoin d'Un cadre juridique institutionnalisant la stratégie NATIONALE de développement régional (SNDR) : Loi d'orientation, comme outil de cadrage et de gestion du développement régional du pays. – Mise en place d'Un système de pilotage stratégique de la SNDR : un avec un volet politique et un autre technique garantissant un triple pilotage de la SNDR (élaboration, mise en œuvre et suivi-évaluation) – Une Harmonisation du système de planification conjugué à son articulation aux territoires : complémentarité et harmonisation entre les outils de planification économique, spatiale et locale (PDL et SDV). – UN financement national durable pour LA mise en œuvre de la sndr : Le principal défi à relever pour bâtir une véritable SNDR est celui du financement qui relève d'un enjeu plus déterminant et stratégique concernant la capacité du pays à produire suffisamment de richesses, à travers une économie innovante et prospère, pour garantir le financement du développement de tout le territoire national en comptant sur les ressources propres du pays. – L'émergence de territoires attractifs, compétitifs et solidaires : La relance de l'économie nationale en général et celle des régions littorales ouvertes sur l'économie mondiale en particulier, est indispensable pour intégrer les régions de l'intérieur dans la dynamique de développement national.

	– Besoin de consolider et d'adapter les infrastructures de transport multimodal et les zones logistiques de la rangée interfaciale du Nord-Est et du Sahel et de la prolonger jusqu'à Sfax, moyennant une plus grande insertion de la deuxième ville du pays (Sfax) dans les échanges euro-méditerranéens. – La promotion des collectivités locales responsables du développement de leurs territoires : Faciliter l'émergence de collectivités locales solides, dynamiques et porteuses de projets de territoire. Besoin d'accélérer le processus de décentralisation et le confier à une instance nationale relevant de la Présidence du gouvernement : Instance de Prospective et d'Accompagnement du Processus de la Décentralisation(IPAPD). – Un suivi-evaluation de la dynamique du développement des territoires: Un observatoire sur le développement régional est à envisager pour suivre les plans d'action arrêtés lors de l'élaboration de la SNDR. Possibilité de s'appuyer sur l'Observatoire des Dynamiques Territoriales (ODT/DGAT/MEH) prévu prochainement.
Observations	– L'approche de la problématique du DR est restée prisonnière du dualisme « littoral/intérieur », « régions favorisées/régions défavorisées » et de la discrimination positive vue à travers le levier de l'investissement public en accordant depuis les années 1990 davantage de moyens aux régions de l'intérieur avec une efficacité peu convaincante. – Le DR devrait faire l'objet, dans une première étape, d'un vrai travail de diagnostic pour déterminer les causes profondes de l'état des lieux actuel du DR et donner un sens aux choix et options stratégiques pour le futur dans ce domaine. – Le DR devrait également être traité dans le cadre d'un projet global de développement du pays avec des choix stratégiques majeurs induits par un modèle de développement valorisant tous les atouts du pays y compris son ouverture sur l'économie-monde à travers plus de 1300 Km de littoral. – L'enjeu principal du DR concerne la production de suffisamment de richesses, à travers une économie innovante et prospère, pour espérer garantir le financement du DR de tout le territoire national dans une perspective d'équité et de solidarité territoriales. – Dans le cadre du processus de décentralisation engagé par le pays, les régions et leurs collectivités territoriales sont appelées à renforcer leurs compétences en matière de planification, de pilotage stratégique, de mobilisation des acteurs et de gouvernance de leur développement. – Le défi pour toutes les régions du pays, y compris celles du littoral (dont la capitale), est d'initier un processus vertueux de changement conduisant à un développement résilient et une prospérité durable.

FICHE ETUDE : Etude de l'amélioration de l'efficacité des politiques de développement régional

Intitulé de l'étude:	Etude de l'amélioration de l'efficacité des politiques de développement régional
Date de l'étude	Novembre 2021
Financement	Fonds de transition
Objectifs de l'étude	- Evaluation des Politiques de Développement Régional - Conception d'un système de suivi-évaluation des politiques de développement régional - Conception et application d'indicateurs d'attractivité
Recommandations de l'étude	1- Tracer les grandes orientations de la politique de développement régional : Axe 1 : L'accès aux services socio-collectifs de proximité et amélioration de la connectivité Axe 2 : Relier les régions défavorisées aux marchés et aborder les défaillances du marché Axe 3 : Réduire les disparités régionales par le développement des zones frontalières Axe 4 : Sauvegarde du patrimoine et accès à la culture : des leviers incontournables du développement territorial Axe 5 : La valorisation des ressources locales par la promotion des filières économiques spécifiques et le renforcement des différents maillons de la chaîne de valeur 2- Redéfinir le processus de planification : Axe1: Une nouvelle approche dans le pilotage de la planification régionale A-1.1. Inscrire la planification participative dans la durée A-1.2. Rationaliser le choix et la priorisation des programmes et des projets proposés dans les plans de développement Axe2: Une nouvelle réorganisation des services déconcentrés dans le contexte de la décentralisation A2.1. Renforcement des capacités des services déconcentrés et autonomisation-responsabilisation A2.2. Coordination interministérielle dans la région et renforcement de la mission du gouverneur A.2.3. Un nouveau repositionnement des Offices de Développement et leurs DDR dans le nouveau contexte de la décentralisation 3- Institutionnaliser la mission de l'évaluation - Création d'une structure nationale chargée de l'évaluation des politiques publiques (exple : agence, instance sup). - Création d'un cadre formel de demande et d'offre d'évaluations au sein du gouvernement et du parlement - renforcement des capacités des cadres en matière de l'évaluation des politiques publiques 4- Améliorer l'attractivité des régions à travers :

	-L'amélioration de l'attractivité productive des régions à travers : l'amélioration de la performance du secteur productif privé, assurer une dynamique entrepreneuriale territoriale, améliorer la qualité du capital humain dans les bassins de l'emploi, améliorer l'accessibilité et la proximité institutionnelle et des marchés. -L'amélioration de l'attractivité résidentielle des régions à travers l'amélioration des conditions de vie et des services de proximités et du cadre de vie.
--	---

Intitulé de l'étude:	- Plan Stratégique du Développement Régional « PSDR Jendouba 2050 ».
Champs d'intervention	- Gouvernorat de Jendouba
Date de l'étude	- Année 2020
Financement	- Coopération Tuniso-Allemande, Projet « Appui a la décentralisation » a travers GIZ
Objectifs de l'étude	-Définir un cadre stratégique pour le développement futur du Gouvernorat. -Renforcer les Capacités des Acteurs locaux en matière de concertation et de planification stratégique participative du développement. - Contribuer au Renouvellement des Approches de Planification et du Développement Régional dans une perspective de décentralisation.
Output de l'étude	- Un diagnostic des problématiques de développement de la région révèle : * Un grand nombre de paradoxes (ressources naturelles et humaines et richesses partiellement valorisées, secteurs productifs ne jouent pas pleinement leur rôle économique et social, persistance d'une pauvreté rurale et urbaine massives, émigration menaçante, réduction de l'attractivité de la région...). * risques socio-économiques majeurs (rupture entre la dynamique socio-économique du gouvernorat et celles des régions côtières de l'est du pays, fracture spatiale du gouvernorat, profond dépeuplement du gouvernorat risque de priver ses ressources humaines...) - Une Stratégie de Développement Régional sur une vision de 2050 basé sur 5 Enjeux majeurs et 26 Orientations Stratégiques. Les Enjeux Majeurs : * Pallier au manque d'accumulation primitive à Jendouba. * Redémarrer une économie en panne. * Améliorer la qualité de vie. * Améliorer l'attractivité du Gouvernorat. * Faire de la décentralisation et des institutions, des catalyseurs pour le développement. - Un plan d'action et un portefeuille des programmes et projets composé par : * 3 Programmes territoriaux (9 projets) * 5 Programmes sectoriels (24 projets) * 1 Programme de gouvernance (6 projets) * 1 Programme de projets structurants (6 projets) - Un cout global du PSDR estimé à 25 Milliards de dinars sur une période de 30 ans dont 12,5 Milliards DT financements privés.

Recommandations de l'étude	- Une implication forte et volontariste de l'état dans le processus de développement régional. - Un engagement conséquent de la part des autorités régionales, des collectivités locales et des sociétés civiles comme porteurs de ce projet de territoire. - Une amélioration radicale de l'attractivité du gouvernorat a travers la mise en place d'une (infrastructure de transport et logistique qualifiée, base industrielle et technologique moderne, équipements socio-collectifs de haut niveau, villes bien aménagés et accueillantes, environnements des affaires propice a la création d'entreprises et l'innovation, cadre de vie attractif...). - Un changement radical dans le système de gouvernance de l'économie et territoire régional (nouvelles institutions de planification et de pilotage, décentralisation, durabilité et progrès économique et social) - La mise en place d'un contrat programme entre l'état et le conseil régional. - Le recours à des outils et mécanismes innovants pour la réalisation des composantes du PSDR (P.P.P, coopération décentralisés, partenariats...)
Observations	Le PSDR offre au pays : * Une opportunité de diversifier et innover selon les spécificités des régions internes. * Un modèle de planification stratégique dans le cadre d'un nouveau contexte de décentralisation. * Un ensemble de programmes/projets qui doivent être pris en considération dans les plans quinquennaux et adoptés par le conseil régional. * Un outil qui comporte des actions qui traitent le développement durable et les changements climatiques.

FICHE ETUDE : Evaluation du programme de développement régional pour la période 1998-2018

Intitulé de l'étude:	Evaluation du programme de développement régional pour la période 1998-2018
Cadre de l'étude	Coopération Tuniso-Allemande - projet ADEC/GIZ
Date de l'étude	Avril 2020
Financement	la Coopération Technique Allemande GIZ
Objectifs de l'étude	- Evaluer le PRD en matière de conception, de mise en œuvre et de suivi en vue de tirer les enseignements utiles pour participer à la construction d'un nouveau paradigme du développement régional - Evaluer la cohérence intrinsèque du PRD en relation avec d'autres programmes poursuivant des objectifs similaires, - Etablir un bilan global des réalisations financières et physiques du PRD, par gouvernorat et par composantes, durant la période (1998-2018) - Réaliser un diagnostic profond et détaillé du mode de gestion, de pilotage et de suivi-évaluation du PRD mesurer à travers les résultats atteints et leurs qualités. - Evaluer les aspects relatifs à la cohérence, la pertinence, l'efficacité et l'efficience du PRD. - Déterminer l'impact des différentes réalisations du programme
Out-Put de l'étude	- Le PRD ne pose pas de grands problèmes quand à la pertinence de ses actions dans la mesure où il intervient toujours pour venir en aide à une population vulnérable, nécessiteuse et qui ne peut pas être couverte par d'autres programmes ; - La cohérence du PRD avec d'autres programmes n'est pas suffisante faute d'une meilleure coordination entre les acteurs régionaux et centraux. - L'efficacité du PRD selon les acteurs régionaux est satisfaisante; - L'efficience est selon les prestataires de services (entrepreneurs) ne devrait pas poser de sérieux problèmes puisque les projets PRD sont exécutés moyennant des budgets sévèrement étudiés. Toutefois, l'analyse a montré que la lourdeur des procédures administrative et la faible réactivité entre région et centre engendre des coûts de transaction qui pourrait impacter négativement l'efficience. - La durabilité des outputs du PRD pose un problème à cause de l'insuffisance de prise en charge des installations et de l'entretien des infrastructures mise en œuvre par le programme. En ce qui concerne les actions individuelles la contribution du PRD reste marginale et mince dans la majorité des cas. - La gouvernance du PRD bien qu'elle soit un bon exercice d'application de la démocratie locale et de la consécration de la décentralisation gagnerait à être plus efficace moyennant une meilleure programmation, un renforcement des études et une consolidation des capacités de suivi et d'évaluation.
Recommandations de l'étude	1. La nécessité de changer la dénomination actuelle du programme utilisée depuis 1989. Le nouvel intitulé sera « Programme d'Appui au Développement Régional (PADR) »

	2. Établir une nouvelle démarche pour l'allocation budgétaire par gouvernorat comme suit : • 70% du budget annuel seront alloués sur la base de la clé de répartition habituelle entre les gouvernorats (IDR...) • 30% du budget seront alloués sur la base des critères et des conditions suivantes ➤ La capacité d'exécution calculée à travers le taux de réalisation sur la base des données ADAB ➤ La soumission des rapports de suivi dans les délais convenus et les modèles prédéfinies par le MDICI 3. Impliquer directement les conseils municipaux en collaboration avec les Conseils Locaux de Développement dans la programmation, l'étude, l'exécution, le suivi et l'évaluation des actions du PRD à caractère commun, tels que l'électrification des voies publiques, les pistes rurales, l'adduction en eau potable ; 4. Consacrer systématiquement et annuellement une part de budget aux entretiens des ouvrages réalisés dans le cadre du PADR. Cette part est à fixer par les CR en fonction des besoins mais elle ne doit pas être moins de 7 % de l'enveloppe globale annuelle réservée aux infrastructures. 5. Une revue des composantes « actions individuelles » à travers : ➤ Le renforcement des Action Génératrices de Revenus (AGR) et les relier systématiquement à la formation professionnelle et les scindées en deux catégories : AGR projet et AGR actions directes ➤ Et procéder à un meilleur ciblage des actions pour l'Amélioration du Logement 6. Entreprendre des nouvelles actions dans le cadre du PADR tels que : ✓ Construction de réservoirs de collecte de l'eau de pluie dans les zones assoiffées et à relief géographique difficile. ✓ Electrification des puits et forage à l'aide du photovoltaïque. ✓ Construction et équipement de forages d'adduction en eau potable. ✓ Equipement des puits d'irrigation agricole par des systèmes de désalinisation notamment dans les régions semi-arides avec une nappe phréatique à haut degré de salinité ; ✓ Appui aux projets d'économie sociale et solidaire ✓ Actions d'urgence pour faire face aux crises sanitaires, climatiques et humanitaire 7. Améliorer l'évaluation et le suivi du programme et dans ce cadre il faut: - organiser des cycles de formation pour les personnels des gouvernorats qui sont impliqués dans la gestion du programme - Préparer des manuels, formulaires et canevas standardisés facilitant le suivi et l'évaluation et permettant de véhiculer l'information sur les réalisations physiques et financières ; - Exiger un rapport trimestriel au lieu d'un rapport mensuel, qui devrait contenir le suivi et l'évaluation des différentes actions et projets.
Observations	- La circulaire du 06 août 2013 organisant le PRD doit être révisée pour prendre en compte les recommandations proposés.

FICHE ETUDE : Étude stratégique pour le développement du gouvernorat de Bizerte à l'horizon 2030

Intitulé de l'étude :	<i>Étude stratégique pour le développement du gouvernorat de Bizerte à l'horizon 2030</i>
Champs d'intervention	Etude Stratégique Territoriale Gouvernorat de Bizerte
Date de l'étude	2018
Financement	59052.000 DT (CGDR)
Objectifs de l'étude	-Mettre en exergue par un diagnostic les tendances lourdes des secteurs économiques, sociaux et environnementaux du Gouvernorat de Bizerte aux horizons 2030 en prenant en considération l'organisation territoriale régionale et le positionnement du Gouvernorat dans son environnement international et national, - Identifier la stratégie de développement durable à mettre en place, s'appuyant notamment sur les forces et opportunités du territoire tout en répondant aux problématiques des différentes zones géographiques au sein du Gouvernorat de Bizerte, - Elaborer un plan d'actions faisant état d'une spécialisation intelligente, notamment en portant une attention particulière à trois secteurs stratégiques : le tourisme, les IAA et les énergies renouvelables, - Disposer d'outils pour permettre l'évaluation de l'ensemble de la stratégie régionale de développement durable et du plan d'actions sous la forme d'un tableau de bord synthétique.
Output de l'étude	- Phase 1, le Diagnostic territorial de la région ; - Phase 2, la Stratégie de développement ; Les projets structurants identifiés pour la stratégie de développement du gouvernorat 1. Modernisation des espaces industriels du gouvernorat 2. Extension et développement des espaces industriels du Parc des Activités Economiques de Bizerte (PAEB) 3. Réhabilitation et relance des entreprises industrielles publiques 4. Renforcement de la compétitivité des filières de production agricole 5. Valorisation de l'industrie de la pêche et de l'aquaculture 6. Valorisation des potentialités éco touristiques de la région 7. Aménagement de la station touristique "Fratelli Bay" 8. Renforcement de l'activité artisanale dans la région de Bizerte 9. Construction d'un nouveau port de 4ème génération 10. Réalisation du second aéroport du Grand Tunis dans la région de Bizerte 11. Construction du nouveau pont de Bizerte 12. Déploiement d'une infrastructure de transport par voie ferrée polyfonctionnelle 13. Sauvegarde et conservation des milieux environnementaux sensibles de la région 14. Production d'énergie propre

	15. Développement et promotion des activités économiques novatrices 16. Réaménagement des espaces économiques et renforcement de l'attractivité territoriale du gouvernement 17. Développement intégré des régions à problématiques spécifiques
Recommandations de l'étude	<i>L'engagement collectif :</i> - Les stratégies de développement systémique, adoptées dans un cadre de partenariat consensuel, doivent être mises en œuvre par les acteurs impliqués dans le processus de leur élaboration - Un dialogue continu et constructif entre les acteurs institutionnels, plus enclins à privilégier les formalismes juridiques et conventionnels et les acteurs privés plus soucieux des finalités pragmatiques et des résultats concrets de l'action - La mise en place d'un système d'évaluation et de mesure de la performance dans la réalisation des programmes d'action <i>La mobilisation des structures administratives</i> - Une prise en compte du temps et de l'urgence <i>La sensibilisation des bénéficiaires :</i> - Ces bénéficiaires, sont, généralement, les populations concernées par le plan de développement élaboré - Des campagnes de sensibilisation à l'échelle de chaque collectivité locale sont à mener dans le but d'obtenir l'adhésion des structures et organes et particulièrement les plus influents parmi eux à la réalisation des actions qui leur sont destinées.

FICHE ETUDE : Étude stratégique pour le développement du gouvernorat de Mahdia à l'horizon 2030

Intitulé de l'étude :	Étude stratégique pour le développement du gouvernorat de Mahdia à l'horizon 2030
Champs d'intervention	Etude Stratégique Territoriale Gouvernorat de Mahdia
Date de l'étude	2018
Financement	61034.587 DT(CGDR)
Objectifs de l'étude	-Identification des potentialités de développement de la région de Mahdia - d'élaboration d'un plan de développement fixant, pour les prochains quinquennats, les voies et orientations susceptibles de donner à la région l'élan de développement économique et social auquel aspirent les populations des différentes délégations du gouvernorat
Output de l'étude	<i>Phase 1, le Diagnostic territorial de la région ;</i> <i>Phase 2, la Stratégie de développement ;</i> <i>Les projets structurants identifiés pour la stratégie de développement du gouvernorat</i> 1. Aménagement de la station touristique d'El Ghedhabna 2. Réalisation d'une station de dessalement de l'eau de la mer 3. Création d'une agropole 4. Développement et diversification de la culture bio 5. Développement de la filière halieutique et de l'industrie de transformation des produits de la mer 6. Réhabilitation des activités industrielles en difficultés 7. Aménagement de la zone industrielle de Meslane 8. Construction un port commercial dans le gouvernorat de Mahdia 9. Développement du transport multimodal intégré 10. Aménagement et promotion de Sebkha de Ben Ghayadha en tant que pôle de développement économique et social intégré privilégié 11. Création d'un pôle technologique et de développement de l'économie numérique 12. Développement de l'économie sociale et solidaire 13. Mise en place d'un système de gouvernance régional et local
Recommandations de l'étude	-Les stratégies de développement systémique, adoptées dans un cadre de partenariat consensuel, doivent être mises en œuvre par les acteurs impliqués dans le processus de leur élaboration -Un dialogue continu et constructif entre les acteurs institutionnels, plus enclins à privilégier les formalismes juridiques et conventionnels et les acteurs privés plus soucieux des finalités pragmatiques et des résultats concrets de l'action -La mise en place d'un système d'évaluation et de mesure de la performance dans la réalisation des programmes d'action -Parmi les difformités imputées aux structures administratives, une prise en compte du temps et de l'urgence. -La sensibilisation des bénéficiaires (les populations concernées par le plan de développement élaboré)

FICHE ETUDE : Etude Stratégique pour le Développement

du Gouvernorat de La Manouba, à L'Horizon de l'An 2030

Intitulé de l'étude :	<i>Etude Stratégique Pour Le Développement du Gouvernorat de La Manouba, à L'Horizon de l'An 2030</i>
Champs d'intervention	Etude Stratégique Territoriale Gouvernorat de la Manouba
Date de l'étude	2018
Financement	75221.800 DT (CGDR)
Objectifs de l'étude	-La mise en place d'une vision commune de long terme pour le développement de la région de la Manouba (horizon 2030) - La construction d'axes fédérateurs et stratégiques pour concrétiser la vision -La priorisation et la hiérarchisation des actions indispensables pour atteindre les objectifs assignés
Output de l'étude	<i>Phase 1, le Diagnostic territorial de la région ;</i> <i>Phase 2, la Stratégie de développement ;</i> <i>Phase 3, les moyens de mise en œuvre ;</i> <i>Les projets structurants identifiés pour la stratégie de développement du gouvernorat</i> 1. Modernisation des installations hydrauliques et Maintenance et création de PPI 2. La conservation des eaux et des sols 3. Une exploitation touristique des infrastructures hydrauliques 4. Pôle d'innovation pour le textile Technique 5. La création d'un complexe dédié au support aux Personnes à Besoins Spécifiques 6. La réhabilitation de Douar Hicher 7. Actualisation de la carte de protection des terres agricoles 8. Valoriser la filière bovine 9. Valoriser la filière huile d'olives 10. Un label pour les artichauts 11. Un label pour les tomates séchées 12. Développer le tourisme rural 13. Développer le mode de vie Beylical 14. Des projets urbains pour une intégration métropolitaine de Manouba/Douar Hicher/Oued Ellil 15. Une offre immobilière spécifique à une agglomération périurbaine Jedaida/Tebourba/ El Battan 16. L'extension de la ZI d'El Fejja 17. Pour une zone commerciale d'envergure commerciale 18. Un marché de gros 19. Aéroport International à Borj El Amri 20. Desserte du pôle économique Borj El Amri/El Fejja par le Train/RFR en connectant la ligne Tunis/Tabarka à la ligne Tunis/Jendouba au niveau de Tebourba/Jebel El Ouest 21. Extension de la ligne E du RFR (Tunis/Ezzouhour) au futur Aéroport de Borj El Amri 22. Création d'une zone logistique

Recommandations de l'étude	-Elaboration d'un guide/charte (participatif) des techniques optimales d'irrigation par produit -Régularisation de la situation foncière des terres de l'ex OMVVM -Création d'un comité régional de réflexion sur la performance des SMVDA et sur le futur des terres domaniales -Actualiser les plans d'aménagement périmés et déterminer la limite des terres soumises au régime forestier -Actualisation de la carte de protection des terres agricoles (état des lieux) - Révision du cahier des charges relatives aux colporteurs de lait frais pour que ce produit soit saint et de qualité.
-----------------------------------	---

FICHE ETUDE : Analyse du cadre de développement régional en Tunisie

Intitulé de l'étude :	Analyse du cadre de développement régional en Tunisie
Cadre de la mission	Cette mission d'appui technique s'inscrit dans le cadre du Projet d'assistance technique pour le développement des régions défavorisées en Tunisie, en partenariat avec la Banque Mondiale.
Date de l'étude	2016-2018
Objectifs de l'étude	- Analyse des disparités spatiales et du potentiel économique des régions en Tunisie ; - Analyse de l'approche du Gouvernement en matière de planification du développement régional - Revue et consolidation de la définition des régions défavorisées - Identification, élaboration et priorisation des options pour le développement des zones défavorisées
Out-Put de l'étude	1. Analyse des disparités spatiales et du potentiel économique des régions en Tunisie : La phase d'analyse spatiale a consisté en une comparaison entre le potentiel et la performance économiques des 24 gouvernorats selon deux indicateurs spécifiques : Indicateur 1 : Estimation de la performance économique des gouvernorats : La performance économique des gouvernorats est estimée par un proxy, le « NTLI» (Night-Time Light Intensity ou intensité de luminosité nocturne). Indicateur 2 : Estimation du potentiel économique des régions : Le potentiel économique des régions est estimé selon l'Indice de Potentiel Economique des gouvernorats (IPE). Cet indice synthétique se base sur cinq indicateurs : - Accès au marché - Densité économique - Taux d'urbanisation - Disponibilité du capital humain - Connectivité au transport local Cette analyse comparative entre potentiel et performance a fait sortir cinq catégories de gouvernorats : - Gouvernorats logiquement leaders (performance élevée et potentiel élevé) - Gouvernorats surperformants (performance élevée ou moyenne et potentiel moyen ou modeste) - Gouvernorats avec un potentiel de développement non exploité : (performance moyenne ou faible et un potentiel fort ou moyen) - Gouvernorats logiquement moyens : (performance moyenne et potentiel moyen) - Gouvernorats logiquement défavorisée : (performance faible et potentiel modeste)

	A partir de la matrice potentiel/performance, trois gouvernorats faisant partie de trois familles distinctes ont été sélectionnés pour faire l'objet d'une analyse approfondie à savoir Le Kef, Kasserine et Tataouine. Les analyses approfondies ont été structurées selon un cadre d'analyse mettant en avant les secteurs clés identifiés pour chaque gouvernorat : 1. Potentiel et performance économique des délégations du gouvernorat 2. Caractéristiques de l'environnement du gouvernorat : à travers l'étude des éléments suivants : la qualité de vie, agglomération, infrastructure publique et logistique, capital humain et développement institutionnel. 3. Analyse des secteurs clés en étudiant leurs Caractéristiques, Avantages et opportunités, Contraintes et risques Les secteurs clés identifiés sont : - Le Kef : Agriculture, Tourisme et Substances utiles - Kasserine : Agriculture, Tourisme, Textile et Substances utiles - Tataouine : Agriculture, Tourisme, Textile, Substances utiles et hydrocarbures 2. Analyse de l'approche du gouvernement en matière de planification du développement régional : Cette partie de l'assistance technique s'est déroulée en trois phases : 1. Un aperçu de la logique et des objectifs des politiques de développement régional depuis l'indépendance. 2. Suivi des réalisations de développement régional par gouvernorat en identifiant les indicateurs de performance clés et suivi de leur évolution durant les 15 dernières années (2002-2017). Les indicateurs qui ont été choisis sont : Taux d'activité, Taux de chômage, IDE, Investissement local privé, Investissement public, Ratio investissement public/privé, Densité de population, IDR, Taux de pauvreté, et Taux de pauvreté extrême. - Une revue du processus d'élaboration, et les mécanismes de coordination. 3. Une Analyse des différents niveaux de cohérence du plan 2016-2020 à travers : - Une Analyse de la gouvernance et le processus d'élaboration du plan quinquennal et particulièrement les procédures de consolidation entre programmes nationaux et régionaux contenu du plan : cohérence entre plan et note d'orientation, cohérence entre vision nationale et visions régionales, cohérence entre projets régionaux et visions régionales, cohérence entre diagnostic et vision.
--	---

**FICHE ETUDE : « La discrimination positive: un principe constitutionnel à concrétiser
« pour la promotion de l'emploi décent dans les régions**

Intitulé de l'étude:	« La discrimination positive: un principe constitutionnel à concrétiser pour la promotion de l'emploi décent dans les régions»
Champs d'intervention	Cette Etude a été réalisée à l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ) pour le compte du Contrat Social (Gouvernement Tunisien-UGTT-UTICA) représenté par la sous-commission "Croissance économique et développement régional" présidée par le Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale MDICI.
Date de l'étude	Juin 2017
Financement	Le Bureau International de Travail "BIT" dans le cadre du projet "Promotion du Dialogue Social et Renforcement de la Gouvernance du Travail en Tunisie".
Objectifs de l'étude	- Définir des critères, des outils et des instruments précis et biens cohérents pour mettre en œuvre le concept de la discrimination positive; dans le but de pallier aux défaillances et aider les pouvoirs publics à établir l'équilibre entre les régions et garantir la cohésion du territoire. - Dégager les domaines d'intervention prioritaires ; - Définir un ensemble de critères d'affectation des ressources (financières, humaines,..); - Définir les mécanismes incitatifs qui peuvent mobiliser les investisseurs privés ainsi que la société civile pour intervenir dans ces régions.
Out-Put de l'étude	- Les disparités régionales sont multidimensionnelles : ✓ <u>En matière de ressources humaines</u> : les inégalités se situent au niveau de l'abandon scolaire, de l'accès à l'école préparatoire, de l'orientation scolaire, de l'expérience des enseignants, des conditions d'accès aux écoles, des résultats scolaires (surtout pour les filières les plus demandées), de la distance aux hôpitaux, à la densité de professionnels de santé et des équipements en lits d'hôpitaux. ✓ <u>Au niveau économique</u> : Les divers choix de politique économique n'ont malheureusement pas eu l'effet escompté pour attirer les investisseurs: l'accès aux services de base, les infrastructures et les conditions de vie, l'entrepreneuriat et les opportunités d'emplois décents ainsi que la proximité des services administratifs sont clairement sources de disparités. ✓ La persistance de l'enclavement, la faible connectivité des régions et l'absence des effets de diffusion due à la rupture des chaînes de valeur et la faible intégration régionale et sectorielle.
Recommandations de l'étude	La définition d'une Vision de la discrimination positive : « Appliquée à bon escient, la discrimination positive sera à l'origine de la cohésion territoriale via l'égalité des chances. Elle devra briser les blocages du développement dans les régions à travers l'intégration verticale des activités économiques permettant la consolidation des chaînes de valeurs et la

	valorisation des ressources humaines, matérielles et naturelles locales. La stratégie proposée se base sur cinq piliers: ✓ Les incitations fiscales : Ciblant les défaillances du marché et facilitant l'intégration verticale des activités économiques ainsi que l'égalité des chances en matière de marchés publics, services d'éducation, de santé, de loisirs et de culture ✓ Les programmes de développement : Qui modernisent les infrastructures permettant une meilleure qualité de vie, la connectivité et une attractivité des activités économique ✓ La gouvernance : une gouvernance revisitée rapprochant le citoyen des décideurs via la décentralisation et consacrant les principes de transparence, le suivi et évaluation, la redevabilité et l'approche participative ✓ La solidarité inter et intra régionale Via le renforcement du secteur mutualiste, la coopération institutionnelle ainsi que l'adoption de critères objectifs et transparents dans les transferts budgétaires ✓ La coopération internationale. : Facilitant l'intégration économique des régions frontalières avec les pays voisins via l'amélioration des conditions de vie et des services publics, la promotion de projets communs et le renforcement des infrastructures
--	--

FICHE ETUDE : Etude Stratégique pour le Développement

« du Gouvernorat de Zaghouna à l'horizon 2030 »

Intitulé de l'étude:	Etude Stratégique pour le Développement du Gouvernorat de Zaghouna à l'horizon 2030
Champs d'intervention	Etude Stratégique Territoriale Gouvernorat de Zaghouna
Date de l'étude	2017
Financement	55694.198 DT (CGDR)
Objectifs de l'étude	-Constituer un cadre de développement cohérent et équitable pour une organisation territoriale optimale d'intégration régionale rationalisant les ressources, atténuant les contraintes de fonctionnement et améliorant les conditions de vie des citoyens dans un environnement sain et durable. - Obtenir un bilan permettant l'évaluation du dynamisme de développement au sein du gouvernorat de Zaghouna, l'identification des enjeux et l'élaboration d'une vision de développement à l'horizon 2030 et l'avancement d'orientations stratégiques de développement - élaboration d'un plan de développement stratégique à l'horizon 2030, un plan réalisable basé sur une étroite concertation avec toutes les parties prenantes dans le gouvernorat -Mettre en place un outil qui permettra de présenter l'essentiel du plan stratégique et d'effectuer le suivi-évaluation de ce plan stratégique.
Output de l'étude	<i>Phase 1, le Diagnostic territorial de la région ;</i> <i>Phase 2, la Stratégie de développement ;</i> <i>Phase 3, les moyens de mise en œuvre ;</i> -Les projets structurants identifiés pour la stratégie de développement du gouvernorat 1. -Entreprise de développement de la filière huile d'olive 2. Entreprise de développement de la filière agriculture biologique et produits de nature 3. Entreprise de développement de la filière viande 4. Projets de développement agricole intégrés (PDAI) 5. Base logistique Bir M'chergua 6. Base commerciale des produits Frais 7. Hyper-surface 8. Téléphérique de Zaghouna 9. Circuit éco-touristique de la route de l'eau 10. Circuit éco-touristique El Fahs - Oum El Aboubab 11. Circuit éco-touristique Ez-Zriba – site RAMSAR du Barrage de l'oued Ermal – Jbel Sidi Zid 12. Circuit éco-touristique El Fahs – Jougar 13. Circuit éco-touristique Trans Trio berbères : Zriba Olya, Takrouna et Jradou 14. Circuit éco-touristique des trois pics 15. Circuit éco-touristique du parc de Zaghouna 16. Zaghouna Land

	17. Centre thermal Jebel Oust 18. Village d'artisans
Recommandations de l'étude	Moyens de mise à œuvre : -définition des moyens et des outils adaptés à la réalisation coordonnée du plan de développement par notamment une organisation et des structures de pilotage et de suivi - Des conditions cadres impliquant une volonté politique, les forces vives du gouvernorat des moyens des collectivités publiques locales et régionales, ainsi qu'une gouvernance efficace Outils de mise en œuvre : -Mise en place d'une structure technique et d'un comité de pilotage de la stratégie de développement - Communiquer en établissement des relations entre les différents acteurs économiques publics et privés - La mise en place de toutes ces composantes nécessitera des moyens financiers pour l'installation de l'unité (l'acquisition de matériel adéquat) et le recrutement du personnel de gestion de l'unité technique.

FICHE ETUDE : Plan régional d'environnement et de développement durable

PREDD du gouvernorat du Kef

Intitulé de l'étude:	Plan régional d'environnement et de développement durable PREDD du gouvernorat du Kef
Champs d'intervention	Gouvernorat du Kef
Date de l'étude	Octobre 2016
Financement	- Coopération Tuniso-Allemande pour l'environnement (PPE) a travers GIZ
Objectifs de l'étude	-Mettre à la disposition des acteurs locaux un instrument approprié pour la relance de développement économique et social de leur région. -Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de techniques de concertations, de diagnostic et de planification participative. -Renouvellement des approches de planification du développement régional du pays.
Output de l'étude	-Un diagnostic global et sectoriel de la région révèle : * Dépeuplement du gouvernorat caractérisé par un mouvement d'exode qui touche la population en âge de travailler avec ses conséquences négatives sur le développement de la région. * Le gouvernorat demeure dans l'ensemble une région défavorable avec un indice de développement régional parmi les plus faible du pays, malgré ses ressources et son potentiel de développement. * Faible développement du tissu économique se traduit par la faiblesse de la polarisation et de l'intégration du territoire du gouvernorat. - Une vision stratégique et conditions cadre pour le développement futur du gouvernorat s'appuyant sur 2 objectifs : * La promotion d'une organisation territoriale en pôles et territoires connectés entre eux (répartition équilibré des équipements entre les différentes délégations, renforcement des infrastructures de transport, maillage du territoire autour d'un pôle régional et de pôles sous-régionaux). * L'intégration et l'ouverture de la région sur son environnement national et international (assurer l'intégration à l'espace national, développer les complémentarités avec les gouvernorats limitrophes, faciliter les échanges avec l'Algérie...) - Un plan d'action élaboré avec une approche participative comportant deux types de projets : * Projets à caractère régional d'appui au développement (02 projets). * Projets à caractère sectoriel (61 projets) répartis sur huit axes prioritaires retenus par la région (Agriculture, Industrie, Tourisme, Services, Education et Enseignement supérieur, Environnement, Aménagement du territoire et infrastructure, Partenariat avec l'Algérie).

	- Un coût estimatif global du plan d'action du PREDD est d'environ 5311,4 millions de dinars. La mise en œuvre du plan d'action prévoit une étude de faisabilité préalable pour bien préciser les couts des projets.
Recommandations de l'étude	- Adapter une véritable politique publique de développement régional avec des choix stratégiques concertés. - Initier une nouvelle gouvernance locale s'inscrivant dans une démarche de décentralisation. - Assurer un pilotage stratégique du processus de développment régional. - Assurer une dynamique d'ouverture sur l'espace économique régional, national et international.
Observations	Le PREDD du kef constitue un cadre de référence permettant la région à : * s'organiser et piloter la dynamique du développement économique et social dans le cadre d'une gouvernance locale et dans un processus de décentralisation du pays. *Négocier avec les pouvoirs publics la stratégie de développement en termes d'orientations et actions prioritaires et spécifiques. *Faire valoir les potentialités et les atouts en vue d'assurer un meilleur positionnement et attractivité.

**FICHE ETUDE : Projet de Planification pour le Développement Régional du Sud de la
République Tunisienne**

Intitulé de l'étude:	Projet de Planification pour le Développement Régional du Sud de la République Tunisienne.
Champs d'intervention	Les six (06) gouvernorats du Sud Tunisien.
Date de l'étude	Novembre 2015
Financement	Agence Japonaise de Coopération Internationale
Objectifs de l'étude	- Etude et diagnostique de l'état actuel (problématiques et opportunités...). - Elaboration d'une stratégie de développement à long terme 2015-2035. - Elaboration d'un plan d'action à moyen terme 2015-2025 pour l'ensemble de la région du Sud (Tataouine, Médenine, Gabes, Kébili, Gafsa et Tozeur).
Out-Put de l'étude	<u>Identification des problèmes et des potentiels les plus importants de développement dans la région du sud :</u> • Identification des problèmes de développement dans la région du sud : - La faiblesse de la valeur ajoutée des activités économiques dans le Sud. Ces activités se limitent à la production et à l'exportation de matières premières ou des produits semi finis ce qui limite ainsi la création des opportunités d'emploi, notamment au profit des diplômés du supérieur. - Problèmes et difficultés résultant de la faiblesse de la base logistique et de la vulnérabilité des infrastructures (transports, routes, électricité, communications, ...). - Problèmes environnementaux (pollution, désertification ...), notamment dans le golfe de Gabès dus aux industries chimiques. - Les investissements directs étrangers (IDE) se limitent à la création des unités exportatrices employant une forte main d'œuvre sans qu'il y est des liens et des relations avec les activités et les institutions locales, ce qui limite les possibilités d'intégration dans les réseaux d'approvisionnement et de production au niveau régional et mondial. - Absence des structures compétentes dans les domaines du marketing, de l'exportation et de l'immobilier. • Identification des potentiels de développement dans la région du sud : - Importantes potentialités de développement et d'exploitation des activités agricoles spécifiques à la région, telles que l'agriculture oasienne, les oliviers, les légumes et l'élevage. - Ressources naturelles et minérales disponibles en quantités importantes (marbre, argile, phosphates, pétrole, gaz, ...).

	- Le savoir-faire et les connaissances acquises pour les secteurs de production et la transformation des produits en l'exploitant les avantages comparatifs et les spécificités locales. - La possibilité de faire de la région un centre logistique grâce à sa situation frontalière et à son ouverture vers l'extérieur via la Libye et l'Algérie. - L'exploitation des institutions et des centres de recherche scientifique pour développer de nouveaux produits.
Recommandations de l'étude	<u>Les tendances les plus importantes et les stratégies de développement proposées:</u> • Au niveau du développement des filières de production: - L'utilisation optimale des ressources en eau limitées dans le secteur agricole, et l'adoption du repos biologique des ressources de pêche marine et s'orienter vers l'activité de la pisciculture. - Augmentations de la valeur ajoutée à travers le développement des systèmes économiques et des ateliers de production, le développement et l'intensification des activités de transformation et de fabrication au niveau du produit final dans les secteurs les plus importants (agriculture et pêche, industries minières et de reconversion, industries traditionnelles ...). - Préservation des ressources naturelles et des caractéristiques naturelles spécifiques pour le développement du secteur du tourisme et le développement des destinations touristiques et la promotion des services liés au tourisme. - Attraction des investissements directs étrangers et l'intégration des entreprises dans le cycle économique régional et mondial et la promotion des activités publicitaires et du marketing, exploration de nouveaux marchés pour promouvoir l'exportation. - Renforcement de la compétitivité en améliorant la qualité et la conception des produits finis, en faisant progresser la recherche scientifique pour développer de nouveaux produits, diversifier les secteurs de production, développer et créer la "marque Sud" des produits. - La lutte contre la pollution, la diffusion de l'information et la sensibilisation aux mécanismes et techniques nécessaires à cette fin, et le développement des activités économiques qui préservent l'environnement. • Au niveau du développement des investissements, du marketing et de l'exportation: - Renforcement de la promotion de l'investissements par le secteur public, en créant des conditions propices à l'investissement par la mise en place de procédures d'incitations et d'encouragements privés pour certains secteurs et activités dans le Sud, le développement et la modernisation des infrastructures et les centres logistiques, la mise en place et l'expansion des ports commerciaux de Gabès et Zarzis, la réhabilitation et la revitalisation des aéroports de Djerba, Gabès, Tozeur et Gafsa. - Renforcement du Marketing des produits spécifiques au Sud (dattes et huile d'olive), notamment par la diffusion de l'information et le développement de la recherche, l'étude des marchés et l'identification des partenariats stratégiques, et la

	création d'un environnement favorable aux exportations en fournissant des services logistiques efficaces et en renforçant les petites entreprises exportatrices à travers la création des espaces pour l'exposition des produits destinés à l'exportation. • Au niveau organisationnel et institutionnel: - Renforcement des mécanismes organisationnels et institutionnels nécessaires pour coordonner la planification, le suivi et l'évaluation des plans de développement régional. - Renforcement des capacités institutionnelles des structures chargées de l'exécution des plans de développement. - Renforcement de la coopération et la coordination entre toutes les parties concernées afin de promouvoir les investissements nationaux et étrangers. - Adoption d'un système et d'une méthodologie de travail basés sur la consultation publique et la participation de la société civile aux différentes étapes de préparation des plans de développement régional.
Observations	- Cette étude consiste à élaborer des stratégies et des plans de développement pour les secteurs de production, les secteurs d'infrastructure (transport, ressources en eau, électricité, télécommunications) et l'évaluation environnementale stratégique. - Cette étude porte sur le développement des infrastructures nécessaires d'infrastructure (transport, ressources en eau, électricité, télécommunications), le contrôle de la pollution, la gestion durable des ressources en eaux pour promouvoir les secteurs productifs. Cette étude ne couvre pas les secteurs sociaux (éducation, santé, culture, jeunesse, sport ...). - Cette étude stratégique ne contient pas de plans détaillés pour des projets et des programmes spécifiques, ni des estimations de l'investissement et de la période de mise en œuvre mais plutôt des orientations et des propositions pour le développement des activités qui permettent d'atteindre les objectifs stratégiques de développement proposés sous forme des actions, des projets et des programmes à inclure dans les plans de développement nationaux pour les gouvernorats et la région du sud. - Cette étude stratégique a été considéré comme une référence de base dans l'identification des stratégies, des axes de développement, des projets et programmes prévus dans le plan de développement quinquennal (2016-2020) pour les gouvernorats du sud (et la région du sud) .

FICHE ETUDE : Plan Régional de Développement Durable (PREDD)
du Gouvernorat de Kasserine

Intitulé de l'étude:	Plan Régional de Développement Durable (PREDD) du Gouvernorat de Kasserine
Champs d'intervention	Gouvernorat de Kasserine
Date de l'étude	2013-2014
Financement	Fonds Suisse
Objectifs de l'étude	- Doter chacune des quatre régions concernées par ce processus d'un cadre stratégique et d'une vision prospective pour un développement régional s'inscrivant dans une perspective de durabilité et pris en charge par les acteurs locaux. Il s'agit de mettre à la disposition de ces derniers un instrument approprié pour faciliter la relance de la dynamique de développement économique et social de leur région. - Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de techniques de concertation, de diagnostic et de planification participatifs pour un développement régional s'inscrivant dans une perspective de durabilité, et ce à travers une dynamique d'apprentissage collectif. - Contribuer au renouvellement des approches de planification du développement régional du pays en mettant davantage l'accent sur les aspects de participation active des acteurs locaux et l'appropriation effective des stratégies et plans de développement régionaux par ces derniers.
Out-Put de l'étude	Le processus de réalisation du PREED s'est déroulé en deux phases en concertation avec les partenaires et approuvée par les acteurs régionaux. Une 1ère phase de diagnostic : Un diagnostic global et sectoriel, qui ont été conduits avec démarche participative et une approche territoriale et sectorielle Ce diagnostic exhaustif et concerté de la situation socio-économique et environnementale de la région, depuis au moins une décennie. Ce travail a été couronné par un rapport sur l'évaluation de la dynamique globale du développement économique et social de la région. Les secteurs productifs • Agriculture • Industrie • Tourisme et autres services Les secteurs horizontaux • Aménagement du territoire et infrastructures • Environnement • Enseignement supérieur, formation professionnelle et recherche-développement • Partenariat avec l'Algérie

Une 2^{ème} Phase de planification

Cette seconde phase, qui s'est déroulée également avec une approche participative, a été consacrée à l'élaboration d'un plan d'action pour le développement futur de la région tenant compte de la spécificité de la problématique actuelle et de la vision future du développement de la région. Ce plan d'action porte sur l'opérationnalisation de la vision et les orientations stratégiques, retenues au cours de la première phase pour la région dans son ensemble et pour les secteurs.

Synthèse des problématiques

□ L'administration centrale a entravé les capacités d'auto-développement que pouvait fournir chaque région, parce que la décision centrale bureaucratique a développé des structures parallèles avec une influence considérable, en particulier à travers les structures du parti au pouvoir.

□ Les ressources limitées de l'Etat ont conduit, d'une part, à des programmes conjoncturels populistes de type « chantiers de lutte contre le sous-développement », « projets présidentiels » ...et, d'autre part, à suivre une logique de priorités dans le domaine de développement basée sur :

- les priorités pour les secteurs qui peuvent jouer un rôle de traction pour le reste des autres secteurs et qui ouvrent de nouveaux horizons devant le reste de l'économie ;
- les priorités pour les régions qui possèdent d'importantes infrastructures contribuant à réduire le coût de production et à fournir des opportunités d'investissement et d'emploi et qui ont des ressources naturelles propices au développement économique.

En conséquence, les problèmes les plus importants en matière de développement de Kasserine peuvent-ils être ainsi résumés :

- Échec du système coopératif comme première -et dernière- politique agricole active et absence d'alternatives organisationnelles pour le remplacer et promouvoir le statut social et économique des agriculteurs,
- Dégradation des ressources naturelles
- Pollution industrielle et pollution en milieu urbain
- Détérioration de la situation sociale et économique des petits agriculteurs dans la région,
- Mauvaise infrastructure industrielle en raison de choix en faveur des grandes cultures et de la non transformation locale des produits agricoles de la région,
- Faiblesse des échanges inter-gouvernorats,
- Marginalité du secteur des services.
- Neutralité des systèmes d'incitation à l'investissement (bannissement des choix publics et des stratégies sectorielles) ;
- Un tissu économique de faible
- Un secteur exportateur non compétitif,

	• Un endettement excessif des investisseurs • Le secteur informel et le commerce illégal se sont paradoxalement développés • Le chômage, le déséquilibre régional, les disparités sociales et la pauvreté sont d'autres tares du modèle de croissance sans développement, elles seront traitées plus exhaustivement plus loin. A. Principales préoccupations stratégiques ➤ Le gouvernorat de Kasserine est assez vaste (8 260 km²) avec une population dispersée et à dominante rurale, ➤ La région de Kasserine ne semble pas avoir été très lésée en matière d'allocation régionale des ressources publique, ➤ Mise à part la période des années soixante qui a permis la promotion de quelques pôles régionaux de développement, dont celui de Kasserine, force est de constater que ce gouvernorat n'a pas bénéficié d'une véritable vision stratégique, ➤ L'attractivité du gouvernorat notamment pour l'investissement privé resté assez modeste, ➤ En dépit de ses potentialités naturelles et archéologiques et de sa position frontalière (voisinage de l'Algérie), le gouvernorat de Kasserine demeure un gouvernorat défavorisé sur le plan économique et social, B. Vision et orientations stratégiques et conditions cadre pour le développement futur du gouvernorat, Le PREDD du gouvernorat de Kasserine vise à entraîner une relance du processus de développement de la région dans une perspective de durabilité, et ce à travers un engagement consistant de la part des pouvoirs publics et une implication forte de la part des acteurs locaux. Il s'agit en premier lieu : - de créer les conditions-cadres pour une diversification et une relance durable de l'activité économique en particulier le secteur industriel qui dispose d'une base et d'atouts non négligeables, mais aussi le secteur touristique, longtemps abandonné, et agricole en manque de perspectives. - de viser une meilleure intégration de la région dans son environnement national et international à travers un aménagement adéquat de son territoire et son équipement par une infrastructure de qualité, indispensable pour améliorer la compétitivité de la région et par conséquent son attractivité des investissements privés. La vision du futur développement de la région implique une organisation territoriale s'appuyant sur trois principes d'aménagement : a. La promotion d'une organisation en pôles et territoires connectés entre eux. Cette organisation permettra de corriger les disparités internes de la région de Kasserine par une répartition équilibrée des équipements, le renforcement des infrastructures de transport et le
--	--

	maillage du territoire autour de pôles sous- régionaux structurants; chaque sous- région. • Le territoire de Thala : Ce territoire qui couvre les délégations de Thala, Hidra et El Ayoun, • Le territoire de Kasserine : Ce territoire qui couvre les délégations de Kasserine Nord, Kasserine Sud et Foussana est en grande partie entraîné par la dynamique de développement du chef-lieu du gouvernorat. • Le territoire de Feriana : c'est un vaste territoire faiblement polarisé par des centres urbains et ruraux; son développement repose sur la protection et la valorisation de ses ressources naturelles. • Le territoire de Sbeïtla : ce territoire couvre les délégations de Sbeïtla, Sbiba et Djedeliane; son développement longtemps basé sur l'arboriculture fruitière est freiné par la baisse des ressources en eau et le vieillissement des plantations arboricoles. b. La <i>promotion d'un espace métropolitain régional</i> Cet espace intègre dans son fonctionnement les villes de Kasserine, Feriana et Sbeïtla, et développera des fonctions supérieures autour des créneaux de la santé, de l'université et de la logistique. Il sera la locomotive de développement de toute la région. c. <i>L'intégration et l'ouverture de la région sur son environnement national et international (Algérie)</i> - Un axe d'intégration nationale et d'ouverture sur l'Algérie - Des axes de complémentarité inter- régionales - Des axes de diffusion régionale du développement Partant de cette visée prospective du développement et de l'organisation de l'espace de la région, le PREDD constitue un cadre stratégique de référence permettant à cette dernière de : • Organiser et piloter sa dynamique de développement économique et social dans le cadre d'une gouvernance locale s'inscrivant dans le processus de décentralisation du pays ; • Négocier avec les pouvoirs publics sa stratégie de développement en termes d'orientations et d'actions prioritaires et spécifiques de la région. • Faire valoir ses potentialités et ses atouts en vue de s'assurer un meilleur positionnement et attractivité par rapport à un environnement national et international de plus en plus marqué par la concurrence entre les territoires. • L'adoption d'une véritable politique publique de développement régional remettant en cause la doctrine de la politique de l'avantage comparatif territorial qui a entraîné un déséquilibre flagrant au profit des régions du littoral. Il s'agit d'un choix majeur qui implique bien évidemment la mise en place des instruments appropriés pour sa concrétisation. • L'appropriation et le partage effectif de la vision stratégique du développement futur de la région par les acteurs locaux, dont l'implication dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation de cette vision est également requise et ce à travers une nouvelle gouvernance régionale et locale s'inscrivant dans une véritable dynamique de décentralisation. • Le soutien rénové et constant de la part de l'État pour le développement de la région à travers la mobilisation des ressources
--	---

	budgétaires conséquentes, le développement du partenariat public-privé et l'encadrement institutionnel rapproché porté par des institutions régionales appropriées disposant de moyens d'action et de ressources humaines compétentes en matière de pilotage stratégique, de veille, d'analyse et de planification du développement régional. • L'intégration et l'ouverture de la région sur son environnement national et international (Algérie) C. Plan d'action pour l'opérationnalisation de cette vision et de ces orientations. Les orientations stratégiques du PREDD du gouvernorat de Kasserine, visent un plan d'action des projets à caractère régional et sectoriel. Ce plan d'action comporte deux types de projets ; i) un projet à caractère régional d'appui au développement, ii) soixante-six (66) projets à caractère sectoriel repartis sur les sept secteurs prioritaires retenus 1. Projets à caractère régional La première orientation stratégique concernant l'élaboration du PREDD consiste à veiller à la cohérence de l'ensemble des propositions et projets identifiés pour opérationnaliser la vision et les orientations stratégiques du PREDD. Pour ce faire, il est proposé de doter la région d'une Agence Régionale de Développement Economique et Social (ARDES) disposant de ressources humaines compétentes et des moyens suffisants pour assurer le pilotage et le suivi-évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de développement de la région. 2. Un plan d'action pour les sept secteurs concernés a. Le secteur agricole : Dans le but de consolider ce secteur, quatre principales orientations stratégiques ont été formulées à savoir : 1. Sauvegarder et développer le potentiel de production agricole de la région 2. Protéger les ressources naturelles 3. Renforcer l'intégration de l'agriculture avec les autres secteurs économiques (Multifonctionnalité de l'agriculture) 4. Améliorer la gouvernance et l'encadrement institutionnel du secteur agricole. Le secteur industriel : trois orientations stratégiques ont été retenues pour relancer l'activité industrielle sur de nouvelles bases visant la diversification et la durabilité du secteur à Kasserine et qui concernent : 1. Mettre à niveau l'environnement industriel notamment sur le plan des infrastructures pour assurer une plus grande attractivité de la région pour les investissements industriels 2. Renforcer et optimiser l'encadrement institutionnel des entreprises industrielles 3. Développer les filières appropriées pour assurer le développement industriel de la région. Le secteur du tourisme et autres services : son plan d'action retient deux orientations principales à savoir :
--	---

	1. Mettre à niveau les villes/espaces/territoires à potentiels touristiques en vue de leur protection contre la dégradation et la valorisation sur le plan touristique 2. Mettre à niveau les secteurs de la santé et du transport qui constituent un handicap pour la promotion de la région et l'amélioration des conditions de vie <i>Le secteur de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la recherche-développement</i> : son plan d'action a retenu trois orientations stratégiques portant sur : 1. Consolider le tissu régional des établissements universitaires 2. Restructurer les centres de formation professionnelle 3. Promouvoir la Recherche –développement (R&D) dans la région <i>Le secteur de l'aménagement du territoire et infrastructure</i> : le plan d'action de ce secteur, d'une grande importance pour la relance de la dynamique de développement de la région, a retenu quatre orientations stratégiques portant sur : 1. Métropolisation de la zone médiane (Kasserine-Sbeitla-Feriana) et renforcement de la zone nord et sud par des programmes et des projets spécifiques pour l'intégration économique inter-régionale 2. Intégration interrégionale et internationale par le renforcement de l'infrastructure routière. 3. Restructuration, aménagement et réhabilitation des centres ruraux. 4. Améliorer la gouvernance de l'aménagement du territoire <i>Le secteur environnement</i> : Le plan d'action de ce secteur a retenu les quatre orientations stratégiques suivantes : 1. Favoriser une gestion intégrée des déchets 2. Assurer une meilleure couverture des espaces et des activités économiques par des systèmes d'assainissement adéquat. 3. Valoriser et optimiser l'exploitation des carrières 4. Renforcer le cadre institutionnel régional en matière d'environnement <i>Le partenariat avec l'Algérie</i> : Le plan d'action de ce secteur a retenu les trois orientations stratégiques suivantes : 1. Favoriser la création d'un espace économique international entre la région et l'Est de l'Algérie 2. Initier un processus de formalisation du secteur informel 3. Entamer un réel processus de développement de la région comme gage pour son attractivité vis-à-vis de l'Algérie. <i>Outre l'Agence de Développement Régional, Economique et Social (ADRES), ce plan d'action a été traduit en projets de développement présentés sous forme de fiches de projets.</i> - L'Agriculture : 12 projets - Industrie : 12 projets - Tourisme et autres services : 5 projets - Enseignement supérieur, formation professionnelle et recherche-développement : 8 projets - Environnement : 14 projets
--	--

	- Aménagement du territoire et infrastructures : 12 projets - Partenariat avec l'Algérie : 3 projets
Recommandations de l'étude	<i>Complémentarité entre les projets</i> En dépit du fait que la présentation des projets a été faite par secteur, il convient de signaler que le plan d'action du PREDD a été élaboré avec une approche intégrée qui tient compte à la fois de : • La complémentarité entre le projet à caractère régional et les projets à caractère sectoriel dans la mesure où le premier (Agence de développement régional économique et social, ADRES) constitue l'instrument de pilotage et d'appui les instruments d'action pour l'opérationnalisation de cette stratégie. • La complémentarité entre les projets des différents secteurs y compris en termes de pertinence, de justificatif et de contenu. • La complémentarité entre les secteurs à caractère productif (agriculture, industrie et services) et les secteurs horizontaux qui constituent les conditions-cadres pour l'initiation d'une véritable dynamique de développement régional durable. • La contribution des différents projets à caractère régional et sectoriel à la concrétisation de la vision et orientations stratégiques retenues par le PREDD.
Observations	En dépit de ses ressources et de ses acquis en matière de développement, le gouvernorat de Kasserine conserve le profil d'une région de l'intérieur dont les indicateurs de développement sont parmi les plus faibles du pays. Cette situation est le résultat d'un processus de développement régional qui a manqué de vision stratégique, de continuité (notamment sur le plan industriel) et de dynamique d'accumulation productive sur place. Face aux effets et impacts négatifs de cette situation, l'impératif d'une relance durable du processus de développement régional implique nécessairement l'identification d'une vision stratégique de ce développement.

FICHE ETUDE : Plan Régional de Développement Durable (PREDD)

du Gouvernorat de Sidi Bouzid

Intitulé de l'étude:	Plan Régional d'Environnement et de Développement Durable (PREDD) du Gouvernorat de Sidi Bouzid
Champs d'intervention	Gouvernorat de Sidi Bouzid
Date de l'étude	2013-2014
Financement	Fonds Suisse
Objectifs de l'étude	- Doter chacune des quatre régions concernées par ce processus d'un cadre stratégique et d'une vision prospective pour un développement régional s'inscrivant dans une perspective de durabilité et pris en charge par les acteurs locaux. Il s'agit de mettre à la disposition de ces derniers un instrument approprié pour faciliter la relance de la dynamique de développement économique et social de leur région. - Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de concertation, de diagnostic et de planification participatifs pour un développement régional s'inscrivant dans une perspective de durabilité et ce à travers une dynamique d'apprentissage collectif. - Contribuer au renouvellement des approches de planification du développement régional du pays en mettant davantage l'accent sur les aspects de participation active des acteurs locaux et l'appropriation effective des stratégies et plans de développement régionaux par ces derniers.
Out-Put de l'étude	Une présentation des résultats du diagnostic global et sectoriel, de la problématique de développement du gouvernorat, de la vision et des orientations stratégiques pour le développement futur de la région et du Plan d'action pour l'opérationnalisation de ces orientations. Une 1ère phase de diagnostic : Diagnostic global de la dynamique et de l'état de développement du gouvernorat, depuis au moins deux décennies, et à un diagnostic sectoriel concernant les secteurs prioritaires : Les secteurs productifs • Agriculture • Industrie • Services Les secteurs horizontaux • Aménagement du territoire et infrastructures • Enseignement supérieur, formation professionnelle et recherche-développement • Environnement : déchets, assainissement et carrières Une 2ème Phase de planification • L'intérêt accordé au diagnostic approfondi à travers le recours à des approches analytiques privilégiant davantage l'aspect explicatif et pas seulement descriptif des situations et dynamiques observées dans la région.

	• Le recours systématique à l'approche participative dans toutes les étapes du processus d'élaboration du PREDD dans un objectif de partage et d'appropriation des constats, des analyses et des propositions d'action par tous les acteurs de la région associés à ce processus et au-delà. • La complémentarité et la fertilisation croisée entre les connaissances de l'expert, les compétences du technicien du développement, le savoir-faire du professionnel et l'engagement du citoyen soucieux du progrès de sa région. • La prise en compte concomitante de la dimension sectorielle et territoriale dans l'analyse des problématiques spécifiques de la région et la formulation des propositions pour son développement futur avec une vision intégrée. ❖ Présentation et analyse de la dynamique de développement régional du gouvernorat ❖ Caractérisation de la situation des secteurs ❖ Problématique de développement du gouvernorat ❖ Vision stratégique et conditions cadre pour le développement futur du gouvernorat ❖ Le plan d'action A. Principales préoccupations stratégiques • L'agriculture demeure un secteur important pour l'économie de la région mais connaît depuis quelques années une certaine saturation et limites avec des effets négatifs sur le développement économique et social de la région. • Le secteur industriel du gouvernorat souffre d'une crise structurelle qui l'empêche de devenir un véritable moteur de l'économie locale et du développement régional • Les services non marchands qui sont généralement fournis par des établissements administratifs ont connu ces dernières années une certaine dégradation liée au désengagement progressif de l'État dont les capacités en particulier sur le plan budgétaire sont de plus en plus réduites. • Le centre régional des recherches agricoles est un acquis très important pour une région où l'agriculture constitue un secteur essentiel pour l'économie régionale, toutefois son développement futur reste conditionné par la mise en place d'une véritable stratégie de R&D orientée vers l'innovation et la valorisation des résultats de la recherche. • L'effort public en matière d'équipement socio-économique n'a pas été suffisant pour inciter l'investissement dans les secteurs de l'économie urbaine ; • L'état de l'environnement dans la région, notamment en matière de gestion des déchets, d'assainissement et des carrières, révèle que Sidi Bouzid est confronté à des problèmes environnementaux aux causes multiples pouvant entraver la dynamisation du développement de la région. B. Vision et orientations stratégiques et conditions cadre pour le développement futur du gouvernorat,
--	--

	1. Orientations stratégiques du secteur de l'agriculture 1^{ère} OS : Améliorer la productivité de l'activité agricole dans le domaine pluvial et irrigué 2^{ème} OS: Diversifier davantage l'économie régionale dans une perspective d'assurer une plus grande intégration entre agriculture et le reste de l'économie et d'alléger la pression sur le secteur 3^{ème} OS: Assurer une meilleure gouvernance des ressources naturelles dans une perspective de durabilité 4^{ème} OS: Améliorer l'itinéraire technique et économique des exploitations et renforcer l'encadrement et le soutien au secteur 5^{ème} OS: Développer des filières innovantes en vue d'une meilleure valorisation de la production agricole de la région 6^{ème} OS: Favoriser un assainissement rapide des structures foncières 2. Le secteur industriel 1^{ère} OS: Doter le gouvernorat d'équipements socio-économiques et d'infrastructure industrielle adéquats en vue de favoriser l'attractivité des investissements industriels nationaux et internationaux. 2^{ème} OS: Assurer un encadrement et un appui appropriés aux promoteurs industriels 3^{ème} OS : Promouvoir un tissu industriel grand créateur d'emplois « Labor intensive », consistant et diversifié 3. Le secteur des services 1^{ère} OS: Développer et améliorer les services non marchands dans une perspective d'améliorer le cadre de vie et d'accroître l'attractivité de la région 2^{ème} OS: Développer les services marchands en rapport avec la dynamique économique de la région. 4. Le secteur de l'aménagement du territoire et de l'infrastructure 1^{ère} OS: La promotion de l'armature urbaine et rurale, en particulier la ville de Sidi Bouzid comme principal centre urbain et économique de la région. 2^{ème} OS: Le désenclavement du monde rural en vue d'améliorer l'accessibilité et l'intégration entre les différentes composantes de l'espace régional. 3^{ème} OS: Le développement et l'amélioration de l'efficacité des services publics. 4^{ème} OS: La mobilisation de l'aménagement du territoire comme instrument stratégique pour un nouveau modèle de développement de la région. 5. Le secteur de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la recherche-développement
--	--

	1^{ère} OS : Consolider le tissu des établissements universitaires scientifiques et techniques en relation avec le tissu productif de la région, et notamment le tissu industriel 2^{ème} OS: Renforcer la recherche agronomique et de favoriser la recherche-formation dans des spécialités pouvant consolider le développement économique de la région. 3^{ème} OS: Adapter davantage le système de formation professionnelle de la région aux besoins de son tissu production en associant davantage les acteurs concernés. 6. Le secteur de l'environnement 1^{ère} OS : Corriger la situation actuelle à travers un plan de lutte contre les nuisances environnementales 2^{ème} OS: Anticiper les risques environnementaux futurs 3^{ème} OS: Renforcer les capacités de la région en matière de gouvernance environnementale C. Plan d'action pour l'opérationnalisation de cette vision et de ces orientations. Le plan d'action a été élaboré avec une approche participative. Ce plan d'action comporte 70 projets répartis en deux catégories. Des projets à caractère régional d'appui au développement au nombre de deux (2) et soixante-huit (68) projets à caractère sectoriel : 1. Projets à caractère régional La mise en place de deux structures à caractère régional dont le rôle consisterait à apporter l'appui nécessaire au développement, au pilotage et à la mise en œuvre des différents plans d'action sectoriels du PREDD. • Une Agence de Développement Régional, Economique et Social (ADRES) • Une Banque Régionale de Développement (BRED). 2. Un plan d'action pour les six secteurs concernés Agricole : la réalisation de 14 projets visant à consolider ce secteur Industrie : la réalisation de huit projets dont trois relatifs à l'équipement de Sidi Bouzid en réseaux et en infrastructures industriels et technologiques. Services : le plan d'action des services prévoit la réalisation de six projets portant sur la santé, l'écotourisme, la culture, les télécoms et le transport. Aménagement du territoire et de l'infrastructure : le plan d'action de l'aménagement du territoire et de l'infrastructure prévoit la réalisation de douze projets. L'Enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la recherche-développement : le plan d'action de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la recherche-développement prévoit la réalisation de dix projets. Environnement : le plan d'action de l'environnement prévoit la réalisation de 14 projets.
--	---

	Les projets identifiés ont été présentés sous forme de fiches de projets.
Recommandations de l'étude	Le Plan Régional d'Environnement et de Développement Durable (PREDD) du gouvernorat de Sidi Bouzid vise à initier une nouvelle dynamique de développement régional durable prise en charge par les acteurs locaux et soutenue par un effort consistant de la part de l'Etat. Cette nouvelle dynamique devrait permettre à la région de Sidi Bouzid de diversifier davantage son économie, de mieux intégrer, sur le plan économique et social, les nouvelles générations et d'assurer un meilleur positionnement de la région dans son environnement national et international. A ce titre, le PREDD constitue un cadre stratégique de référence permettant à la région de : • organiser et piloter sa dynamique de développement économique et social dans le cadre d'une gouvernance locale s'inscrivant dans le processus de décentralisation du pays ; • négocier avec les pouvoirs publics sa stratégie de développement en termes d'orientations et d'actions prioritaires et spécifiques de la région dans le cadre du projet global du pays ; • faire valoir ses potentialités et ses atouts en vue de s'assurer un meilleur positionnement et attractivité par rapport à un environnement national et international de plus en plus marqué par la concurrence entre les territoires. L'initiation d'un processus développement régional durable sur la base de la vision stratégique ci-dessus, nécessite au préalable un certain nombre de conditions cadre dont : • L'appropriation de la vision stratégique du développement futur de la région par les acteurs locaux dont l'implication dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation de cette vision est également requise. • Le soutien renoué et constant de la part de l'Etat pour le développement de la région à travers entre autres la mobilisation des ressources budgétaires conséquentes, le développement du partenariat public-privé et l'encadrement institutionnel rapproché. • La mise en place d'une nouvelle gouvernance régionale et locale s'inscrivant dans une véritable dynamique de décentralisation. • La mise en place d'institutions locales appropriées disposant de moyens d'action et de ressources humaines compétentes en matière de pilotage stratégique, de veille, d'analyse et de planification.
Observations	• La région de Sidi Bouzid a connu un processus de développement inachevé donnant lieu à un tissu économique peu diversifié et de plus en plus contrarié par de multiples facteurs internes et externes dont notamment la dégradation des ressources en eau, le renchérissement des coûts de production agricole, l'insuffisante accumulation des richesses sur place et la faiblesse de l'esprit entrepreneurial. • La région n'a pas connu réellement des investissements publics structurants indispensables pour le développement régional tant sur le plan de l'infrastructure que sur le plan de l'activité économique (pôle industriel).

FICHE ETUDE : Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de GABES

Intitulé de l'étude:	Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de GABES
Champs d'intervention	Gouvernorat de GABES
Date de l'étude	Juillet 2014
Financement	AGROTEC
Objectifs de l'étude	- Analyse de la situation socio-économique du gouvernorat de Gabes. - Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat de Gabes.
Out-Put de l'étude	▪ Potentialités existantes dans le gouvernorat de Gabes : - Région disposant d'un niveau de vie lui permettant d'assurer un marché local économiquement active. - Position géographique de premier ordre comme porte d'accès pour le sud-est du pays jusqu'à la Libye ainsi qu'un accès à la méditerranée à travers le golfe de Gabès. - Existence du Groupe Chimique qui pourrait constituer un réel pôle de rayonnement économique sur la région au-delà du simple impact sur l'emploi. - Existence d'un pôle universitaire important ayant une activité de recherche-développement qui mérite d'être soutenue et développée principalement autour des potentiels porteurs disponibles dans la région. - Disponibilité d'une infrastructure de transport développée dans la région sous toutes ses formes et devant se confirmer par la finalisation de l'autoroute. - Potentiel touristique de formes variées, écologique, médical, culturel, oasien à développer en synergie avec l'activité artisanale spécifique de la région. - Patrimoine culturel et historique très important et tradition artisanale spécifique pouvant être mis en valeur par une stratégie touristique adéquate. ▪ Problèmes existants : - Climat désertique et faible pluviométrie mettant en cause la pérennité de la ressource hydraulique actuelle. - Faible niveau de valorisation des produits de l'agriculture. - Faiblesse de l'impact du Groupe Chimique sur le développement du tissu industriel et de développement du savoir-faire. - Grande problématique de la pollution générée par l'activité du Groupe. - Faible marge d'extension des superficies irriguées à cause des limites de la ressource hydraulique. - Faible valorisation du positionnement géographique et de l'infrastructure de transport.
Recommandations de l'étude	<u>Dans le court terme :</u>

	▪ Meilleure exploitation et la valorisation des produits agricoles et d'élevage, industries de la pêche, de l'aquaculture et de l'agroalimentaire par : - Cultures arboricoles : huile d'olives, olives de table, figue, pêche, amande ainsi que les multiples filières de valorisation et de transformations industrielles qu'elles offrent. - Cultures maraichères : pommes de terre, tomates, pastèque ainsi que les filières de transformations et de valorisation qu'elles favorisent. - Elevage : ovin, bovin, caprin et concomitamment la culture des fourrages en irrigué en vue de subvenir aux besoins de leurs alimentations ainsi que les filières de transformation et de valorisation de leurs produits. - Pêche et aquaculture qui participe à l'alimentation du marché local ainsi que de promouvoir une industrie de frais ou de congélation et semi-cuit, bénéficiant de l'existence de l'infrastructure portuaire et aéroportuaire pour l'exportation. - Activités industrielles connexes à l'agriculture issues principalement des besoins de l'agriculture et notamment pour l'amélioration de la qualité des eaux par la désalinisation soit pour la valorisation industrielle des sous-produits de l'agriculture ou de la pêche. ▪ Meilleure exploitation et valorisation du potentiel de tourisme culturel et de l'artisanat. ▪ Meilleure exploitation et valorisation du potentiel de substances utiles. <u>Dans le moyen terme :</u> - Régularisation de la situation foncière des terres collectives qui ne le sont pas encore en veillant à l'organisation des parcours pour le pâturage. - Préserver les superficies qui produisent les plantes aromatiques et médicinales. - Améliorer la fluidité de l'accès par route au gouvernorat. - Promouvoir des zones industrielles sur axes routiers. - Installation d'une centrale solaire dans le sud avec une technologie tunisienne et mobiliser le pôle universitaire dessus. - Adapter le système de financement aux besoins des régions à faible apport personnel et notamment pour les jeunes qui veulent promouvoir des projets bancables. - Freiner l'extension des périmètres irrigués et axer l'effort sur l'optimisation des ressources et l'amélioration des rendements. - Limiter au maximum la perte des eaux de chauffage dans les exploitations géothermales. - Renforcer la production des maraichages adaptés à la région. - Utilisation des ressources en eau abandonnées par le Groupe au profit d'extension pour le fourrage. - Promouvoir les projets de reconstitution de la faune et la flore du golfe de Gabès. - Arrêt définitif des rejets en mer du phosphogypse. - Axi le développement de l'élevage sur le bovin en vue de remonter la filière jusqu'à la production des génisses. - Promouvoir la production laitière.
--	---

	- Développer la production de viande. - Développer la production laitière et ses transformations particulièrement la production de fromages. - Développer la transformation des fruits sous forme de jus, confitures et séchage. - Valorisation des sous-produits de l'olivier - brindilles et bois - pour la production de sois d'aliments pour bétail, d'engrais biologiques ou d'unités de fabrication de stratifié ou d'aggloméré. - Valorisation des sous-produits de la pêche pour la fabrication de farine de poisson. - Production de bois d'olivier pour les besoins de l'artisanat. - Promotion d'une industrie de fabrication d'unités de dessalement des eaux saumâtres des puits pour les besoins de l'irrigation et basée sur l'utilisation de l'énergie solaire. - Identifier tous les gisements exploitables industriellement. - Diversifier la valorisation des substances utiles avec valeur ajoutée comme l'esquisse le tableau. - Veiller à maximiser la transformation dans le gouvernorat en vue de sortir en produit fini. - Utilisation du phosphogypse comme gisement. - Développement du tourisme culturel autour de l'environnement spécifique et l'historique de la région. - Développer l'hébergement à travers des gîtes et des unités hôtelières adaptées à la région. - Améliorer la qualité des services de restauration. - Améliorer la qualité et le design des produits artisanaux dans le sens de les adapter à la demande et particulièrement celle du tourisme.
--	--

FICHE ETUDE : Plan Régional de Développement Durable (PREDD) du gouvernorat de Médenine

Intitulé de l'étude:	Plan Régional d'environnement et de développement durable (PREDD) du gouvernorat de Médenine.
Champs d'intervention	Gouvernorat de MEDENINE
Date de l'étude	Juin 2014
Financement	Agence Allemande de la Coopération International
Objectifs de l'étude	- Elaboration d'un plan régional d'environnement et de développement durable (PREDD) du Gouvernorat de Médenine
Out-Put de l'étude	▪ Dynamique de développement du gouvernorat de Médenine : - Au cours de la période 1987-2010, le gouvernorat de Médenine a bénéficié de 1567 MD d'investissements publics, soit 4,1% de l'ensemble des investissements publics réalisés dans le pays. Cependant, en examinant la nature des investissements publics, on constate que la région n'a pas bénéficié au cours de cette période des investissements structurants capables de transformer d'une façon significative l'économie de la région. - Au cours de la période 1987-2010, le gouvernorat de Médenine a bénéficié de 3679 MD d'investissements privés, soit 5,6% de l'ensemble des investissements privés réalisés, qui ont été investis principalement dans le tourisme (Djerba et Zarzis). Et la région n'a pas bénéficié de l'effet des nouvelles politiques d'encouragement à l'industrialisation. - Création de 47 entreprises pour 1000 habitants qui est une moyenne inférieure à la moyenne nationale qui est égale à 57. - Dominance des secteurs de tourisme et de services sur le tissu économique de la région, qui apparaisse dans le taux de la population active dans ces secteurs qui représente 62,6% de la population active totale et la part des investissements privés réalisés qui dépasse 80% du total des investissements privés dont plus de 55% dans le secteur du tourisme seulement. - L'incapacité du tissu économique à absorber les demandes d'emploi, principalement pour les diplômés de l'enseignement supérieur (14 300 chômeurs de l'enseignement supérieur). - Médenine est classer 10ème à l'échelle nationale dans l'indice de pauvreté avec un taux de 10,1%. - Médenine est classé 14ème à l'échelle national dans l'indice de développement régional. - Les inégalités économiques et sociales entre les zones attractives du littoral au sein même du gouvernorat et les zones marginalisées au défi de l'accès à l'emploi et aux services et menacées par le dépeuplement. ▪ Caractérisation de la situation des secteurs : - La région se caractérise par deux types d'activité économique, à savoir le tourisme et l'activité non organisée (commerce parallèle). Malgré l'importance de ces deux secteurs, ils n'ont pas pu jouer le rôle de moteur de développement dans la région.

	- Un secteur industriel émergent dominé par le modèle traditionnel et caractérisé par une faible performance et rentabilité. - Aggravation du phénomène de la désertification. - La concurrence sectorielle continue de s'intensifier sur les ressources en eau, qui en elles-mêmes sont limitées en quantité et en qualité. - Pêche non régulier et surexploitation des ressources marines. - Déséquilibre et faible intégration entre les composants de l'infrastructure. - Le manque de traditions dans le domaine de l'urbanisme. - Incapacité à établir une vision stratégique pour valoriser la position géographique du gouvernorat de Médenine qui est frontalière à la Libye et une façade avec le méditerranée (400km).
Recommandations de l'étude	Pour atteindre les orientations stratégiques du plan régional d'environnement et de développement durable dans le gouvernorat de Médenine, un plan d'action a été élaboré dans le cadre d'une approche participative qui peut être utilisé dans l'élaboration du plan quinquennal pour la période 2016-2021. Ce plan comprend deux types de projets: - La mise en place de deux structures à caractère régional visant à apporter l'appui nécessaire au développement, pour un coût de 1150 millions de dinars, il s'agit d'une Agence de Développement Régional, Economique et Social et une Banque Régional de Développement. - Projets à caractère sectoriel, au nombre de 74 projets, pour un coût de 1459 millions de dinars, répartis sur 6 secteurs, à savoir l'agriculture et pêche (140 MD), le secteur industriel (755 MD), le secteur du tourisme (159 MD), l'aménagement du territoire et infrastructures (237 MD) Enseignement supérieur, recherche-développement et formation professionnelle (140 MD) et partenariat avec l'Ouest de la Libye (28 MD).

FICHE ETUDE : Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de TATOUINE

Intitulé de l'étude:	Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de TATOUINE
Champs d'intervention	Gouvernorat de TATOUINE
Date de l'étude	Juin 2014
Financement	AGROTEC
Objectifs de l'étude	- Analyse du cadre naturel et social du gouvernorat de Tataouine. - Analyse du cadre économique du gouvernorat de Tataouine. - Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat.
Out-Put de l'étude	▪ Potentialités existantes dans le gouvernorat de Tataouine : - Région disposant d'un niveau de vie au-dessus de la moyenne du fait des transferts d'argent des immigrés mais aussi du commerce informel. - Existence d'un noyau de formation universitaire faible en capacité et moyens, mais pouvant évoluer dans le cadre d'une vision stratégique globale pour la région. - Existence d'un potentiel réel d'exploitation agricole, agro-alimentaire, industriel, touristique et culturel, dans un cadre synergique et complémentaire. - Position géographique de premier ordre comme accès à la fois à la Libye et au sud est algérien, permettant à la région de disposer d'un espace économique stratégique important. - Patrimoine culturel et historique très important et tradition artisanale spécifique pouvant être mis en valeur par une stratégie touristique adéquate. ▪ Problèmes existants : - Climat difficile et faible niveau de la pluviométrie des précipitations annuelles ne permettant pas l'alimentation de la nappe phréatique. - Ressources hydrauliques de type non renouvelable. - L'exploitation des hydrocarbures et de gaz affecte négativement l'environnement dans la région. - Situation sécuritaire difficile dans l'état actuel des choses qui peut affecter tout plan de développement de la région en cas d'allongement de l'état d'instabilité en Libye. - Faible niveau de valorisation des produits de l'agriculture et prépondérance absolue de l'olivier malgré d'autres potentialités. - Grande faiblesse du tissu industriel malgré l'existence d'un potentiel très important dans les secteurs des hydrocarbures et des substances utiles. - Formations qui ne sont pas adaptés aux demandes du marché de travail. - Marché local de taille réduite en raison de la faible population locale.

	- Faiblesse de l'infrastructure de transport et de la logistique commerciale.
Recommandations de l'étude	<u>Dans le court terme :</u> ▪ Meilleure exploitation du potentiel de l'agriculture et de l'élevage par : - Développement des cultures arboricoles ; huile d'olives, olives de table, figue, amande ; ainsi que les multiples filières de valorisation et de transformations industrielles qu'elles offrent. - Développement des cultures maraichères ; pomme de terre, tomates, pastèque ; ainsi que les filières de valorisation et de transformations industrielles qu'elles offrent. - Les plantes aromatiques et médicinales et l'extraction de leurs huiles essentielles. - Développement de l'élevage ; ovin, bovin, caprin et des camélidés et concomitamment la culture des fourrages en irrigués en vue de subvenir aux besoins de leurs alimentations ainsi que les filières de valorisation et de transformations industrielles qu'elles offrent. ▪ Meilleure exploitation du potentiel de tourisme culturel et de l'artisanat. ▪ Meilleure exploitation et la valorisation du potentiel de substances utiles. <u>Dans le moyen terme :</u> - Régularisation de la situation foncière des terres collectives qui ne le sont pas encore en veillant à l'organisation des parcours pour le pâturage. - Préserver les superficies qui produisent les plantes aromatiques et médicinales. - Améliorer la fluidité de l'accès par route au gouvernorat. - Promouvoir des zones industrielles sur axes routiers. - Prévoir une ligne ferroviaire sur le port de Zarzis. - Utilisation des superficies aménagées non encore exploitées en grande partie pour la production fourragère. - Augmenter les superficies dédiées à la production des figues et des amandes comme spéculations dont la transformation est lucrative. - Renforcer la production des tomates et pomme de terre. - Promouvoir les techniques d'irrigation économique. - Développer l'élevage des camélidés en extensif. - Optimiser l'élevage ovin et caprin en semi-intensif. - Promouvoir l'élevage bovin. - Promouvoir la production laitière de toutes les espèces animales élevées : lait de chamelle, lait de chèvre, lait de brebis et lait de vache. - Développer la production de viande. - Développer la production laitière et ses transformations particulièrement la production de fromages. - Développer la transformation des fruits sous forme de jus, confitures et séchage. - Identifier tous les gisements exploitables industriellement.

	- Diversifier la valorisation des substances utiles avec valeur ajoutée. - Veiller à maximiser la transformation dans le gouvernorat en vue de sortir en produit fini. - Développement du tourisme culturel autour de l'historique de la région. - Développer l'hébergement à travers des gîtes et des unités hôtelières adaptées à la région. - Améliorer la qualité des services de restauration. - Améliorer la qualité et le design des produits artisanaux dans le sens de les adapter à la demande et particulièrement celle du tourisme.
--	--

FICHE ETUDE : Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de TOZEUR

Intitulé de l'étude:	Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de TOZEUR
Champs d'intervention	Gouvernorat de TOZEUR
Date de l'étude	Mars 2014
Financement	AGROTEC
Objectifs de l'étude	- Analyse de la situation socio-économique du gouvernorat de Tozeur. - Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat de Tozeur.
Out-Put de l'étude	▪ Potentialités existantes dans le gouvernorat de Tozeur. : - Existence d'un pôle universitaire pouvant être mis à profit dans la cadre d'une stratégie de développement. - La région dispose d'un potentiel lié à l'exploitation des oasis sur le plan agricole, industriel, touristique et culturel, dans un cadre synergique et complémentaire. - Disponibilité d'un aéroport avec une piste pouvant recevoir du long courrier comme le transport cargo et pouvant être joint facilement à la ligne ferroviaire à travers un tronçon supplémentaire. - Position géographique permettant l'accès au centre-est comme le sud-est algérien. - Patrimoine culturel et historique important et tradition artisanale spécifique pouvant être mis en valeur par une stratégie touristique adéquate. ▪ Problèmes existants : - Ressource en eau de type non renouvelable, qui diminue en quantité et en qualité. - Climat difficile et faible niveau de précipitation annuelle ne permettant pas l'alimentation de la nappe phréatique. - Salinisation des sols. - Faible niveau de valorisation des produits de l'oasis. - Faible rendement des terres agricoles suite au niveau élevé de morcellement. - Faiblesse du rendement des oasis particulièrement l'ancienne dû à son vieillissement. - Formations qui ne sont pas adaptés aux demandes du marché de travail. - Débouchés pour les diplômés limités à l'administration. - Marché local de taille réduite en raison de la faible population locale.
Recommandations de l'étude	<u>Dans le court terme :</u> ▪ Meilleure exploitation du potentiel de l'agriculture oasienne par : - Culture des diverses variétés de dattes et produits dérivants et leurs valorisations. - Cultures arboricoles maraichères tel que l'abricotier, le figuier, le raisin, la banane... et leurs transformations et valorisations. - Cultures maraichères tel que tomate, pomme de terre, piment, céleris, concombre... et leurs transformations et valorisations. - Culture des légumes secs et leurs valorisations. - Amélioration de l'intégration de la serriculture.

- La meilleure exploitation du potentiel de tourisme culturel et de l'artisanat.

Dans le moyen terme :

- Activation du solutionnement du problème foncier qui mine le développement de l'ensemble de la région sud du pays.
- Lancement de véritable projet de recherche et développement au niveau du centre régional de recherche en agriculture oasienne.
- Remembrement de parcelles ou encouragement de regroupement des exploitants sous forme de structures à définir.
- Développement de l'adoption de techniques d'irrigation économique.
- Rajeunissement des vieilles oasis.
- Remise en place de la culture à trois étages dans les nouvelles oasis.
- Développement d'alternatives pour l'exploitation des nappes profondes à travers le dessalement de l'eau de mer pour l'ensemble de la région sud.
- Introduction de la mécanisation de l'exploitation des oasis en vue de la diminution la pénibilité, l'amélioration des rendements de production et l'accroissement des revenus générés.
- Développement des périmètres irrigués à proximité des exploitations géothermales là où cela n'a pas été prévu afin d'exploiter les eaux dilapidées.
- Développement des procédés de production de produits dérivés de la datte.
- Amélioration de la valorisation des dattes sur le plan de la présentation et de la commercialisation.
- Augmentation de taux de transformation et de valorisation de la datte dans la région.
- Promotion de la production arboricole en deuxième étage.
- Développement des procédés de production de produits dérivés comme le séchage bio basée sur l'énergie solaire.
- Augmentation de taux de transformation et de valorisation de ces produits dans la région.
- Certification et labellisation bio des produits de l'oasis.
- Valorisation du climat de la région et de l'environnement de l'oasis pour promouvoir un secteur de services de santé dirigé principalement vers la convalescence ou la gériatrie.
- Développement d'une plateforme logistique à destination de l'Afrique pour l'exportation des produits agricoles et agroalimentaires tirant profit de l'infrastructure aéroportuaire existante ainsi que sa proximité avec la ligne ferroviaire.
- Promotion d'un tourisme spécifique à la région à travers des gîtes et des maisons d'hôtes au sein même de l'oasis.
- Valorisation des produits de terroir dans la région et valorisation de la culture locale pour développer un cadre d'animation pour les visiteurs.
- Promotion du tourisme saharien et toutes les activités y afférentes.
- Amélioration des revenus de l'artisanat par la promotion de groupements professionnels pour la commercialisation de la production comme un objectif prioritaire du développement du tourisme dans la région.

FICHE ETUDE : Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de KEBILI

Intitulé de l'étude:	Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de KEBILI
Champs d'intervention	Gouvernorat de KEBILI
Date de l'étude	Mars 2014
Financement	AGROTEC
Objectifs de l'étude	- Analyse du cadre naturel et social du gouvernorat de kébili. - Analyse du cadre économique du gouvernorat de kébili. - Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat.
Out-Put de l'étude	▪ Potentialités existantes dans le gouvernorat de Kébili : - La région dispose d'un potentiel lié à l'exploitation des oasis sur le plan agricole, industriel, touristique et culturel, dans un cadre synergique et complémentaire. - Les oasis de la région sont jeunes et peuvent justifier d'un niveau de rendement appréciable permettant une bonne rentabilité des exploitations. - Patrimoine culturel et historique important et tradition artisanale spécifique pouvant être mis en valeur par une stratégie touristique adéquate. ▪ Problèmes existants : - Ressources en eaux de type non renouvelables. - Climat difficile et faible niveau des précipitations annuelles ne permettant pas l'alimentation de la nappe phréatique. - Surexploitation des ressources en eaux. - Faible niveau de valorisation des produits de l'oasis. - Faible rendement des terres agricoles suite au niveau élevé de morcellement. - Débouchés pour les diplômés limités actuellement à l'administration. - Démotivation des jeunes pour le travail à l'oasis conduisant à l'abandon de son exploitation. - Impossibilité de créer de l'emploi à travers l'extension des superficies agricoles sous peine d'augmenter la pression sur la ressource en eau.
Recommandations de l'étude	<u>Dans le court terme :</u> ▪ Meilleure exploitation du potentiel de l'agriculture oasisienne par : - Diversification du produit agricole par la tendance vers le mode de production biologique. - Culture des plantes médicinales, aromatiques et ornementales. - Développement de l'élevage de bétails. - Cultures arboricoles et valorisations et transformations de leurs produits. - Cultures maraichères et valorisations et transformations de leurs produits.

	▪ Meilleure exploitation du potentiel de tourisme culturel, environnemental, sportif et thermal. ▪ Meilleure exploitation du potentiel de l'artisanat. <u>Dans le moyen terme :</u> - Remembrement des parcelles. - Généralisation des techniques d'irrigation économique. - Rajeunissement de la vieille oasis que la construction n'a pas encore dévastée. - Remise en place de la culture à trois étages dans les nouvelles oasis. - Recherche d'alternatives à l'exploitation des nappes profondes à travers le dessalement de l'eau de mer pour l'ensemble de la région sud. - Amélioration des rendements de production des palmiers. - Amélioration des techniques d'exploitation des oasis diminuant la pénibilité du travail et améliorant les revenus. - Développement des périmètres irrigués associés aux superficies géothermales qui en manquent. - Développement des procédés de production de produits dérivés des dattes. - Amélioration de la valorisation des dattes sur le plan de la présentation et de la commercialisation. - Augmentation de taux de transformation et de valorisation de la dattes dans la région. - Promotion de la culture et l'exploitation des plantes aromatiques adaptées au contexte climatique de la région dont l'usage et la demande est prouvé. - Développement des procédés techniques et industriels pour l'extraction des molécules actives demandées au-delà de la simple distillation. - Promotion d'un tourisme spécifique à la région à travers la construction des gîtes et des maisons d'hôtes au sein même de l'oasis. - Valorisation des produits de terroir dans la région. - Valorisation de la culture locale pour développer un cadre d'animation pour les visiteurs. - Promotion du tourisme saharien et toutes les activités y afférentes. - Adapter l'amélioration des revenus des artisans et artisanes comme un objectif prioritaire du développement du tourisme dans la région et ce à travers la commercialisation de leur production.
--	---

FICHE ETUDE : Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de MEDENINE

Intitulé de l'étude:	Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de MEDENINE
Champs d'intervention	Gouvernorat de MEDENINE
Date de l'étude	Septembre 2013
Financement	AGROTEC
Objectifs de l'étude	- Analyse du cadre naturel et social du gouvernorat de Médenine. - Analyse du cadre économique du gouvernorat de Médenine. - Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat.
Out-Put de l'étude	▪ Potentialités existantes dans le gouvernorat de Médenine : - Région disposant d'un niveau de vie lui permettant d'assurer un marché local économiquement viable ; - Position géographique stratégique comme porte d'accès pour la Libye ainsi qu'un accès à la méditerranée à travers le port de Zarzis, - Existence d'un potentiel d'exploitation agricole dans l'arboriculture, l'élevage et la pêche et leurs transformations et valorisations agro-alimentaire ; - Existence d'un pôle universitaire pouvant évoluer pour répondre aux besoins de la région ; - Disponibilité d'une infrastructure de transport qui va être renforcée par la finalisation de l'autoroute, l'aéroport international et le port de Zarzis qui demeure sous exploité ; - Potentiel touristique de formes variées - balnéaire, écologique, médical, culturel - à développer en synergie avec l'activité artisanale spécifique de la région ; - Patrimoine culturel et historique très important et tradition artisanale spécifique pouvant être mis en valeur par une stratégie touristique adéquate. ▪ Problèmes existants : - Climat désertique et faible pluviométrie mettant en cause la pérennité de la ressource hydraulique actuelle ; - 68% des ressources en eau profondes ont un niveau de salinité supérieur à 5gr/l ; - Faible niveau de valorisation des produits de l'agriculture ; - Faible marge d'extension des superficies irriguées à cause des limites des ressources en eau ; - Prépondérance absolue de la culture d'oliviers ; - Faible valorisation du positionnement géographique et de l'infrastructure de transport ; - Tourisme axée sur l'image de destination balnéaire à bas coût ne permettant pas de drainer une clientèle d'un niveau de vie appréciable.
Recommandations de l'étude	<u>Dans le court terme :</u> ▪ Meilleure exploitation du potentiel lié à l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'agroalimentaire :

	- L'huile d'olive doit cependant être mieux valorisée en diminuant sa commercialisation en-vrac et en procédant à sa valorisation à travers le parfumage par des plantes désertiques aromatiques ainsi que son conditionnement. - Développement de l'élevage ovin, caprin et camélidé et la transformation et la valorisation de leurs produits. - Valorisation des produits de la pêche et de l'aquaculture. - Promouvoir les activités industrielles connexes à l'agriculture. ▪ Meilleure exploitation du potentiel de tourisme culturel et de l'artisanat. ▪ Meilleure exploitation des substances utiles de la région et les bien valorisés. <u>Dans le moyen terme :</u> - Régularisation de la situation foncière des terres collectives. - Légiférer pour la préservation des superficies qui produisent les plantes aromatiques et médicinales. - Création d'un cadre institutionnel pour le regroupement des agriculteurs afin de travailler sur l'amélioration de la qualité et de la productivité des exploitations et notamment la mutualisation des moyens. - Améliorer la fluidité de l'accès par route au gouvernorat. - Promouvoir des zones industrielles sur axes routiers. - Prendre en considération les résultats de recherches développées par l'Institut des Régions Arides en vue de les valoriser. - Définir un projet national pour l'installation d'une centrale solaire dans le sud avec une technologie tunisienne et mobiliser le pôle universitaire existant. - Freiner l'extension des périmètres irrigués. - Axer l'effort sur l'optimisation des ressources et l'amélioration des rendements. - Concevoir une technique de soutien de l'agriculture en sec par un appoint en irrigation en cas de sécheresse prolongée. - Consolider l'élevage caprin et camélidés. - Promouvoir la production laitière ovin, caprin et camélidé. - Développer la production de viande. - Développer la production laitière et ses transformations particulièrement la production de fromages. - Développer la transformation des fruits sous forme de jus, confitures et séchage. - Promouvoir la valorisation de la laine et des peaux au profit de l'artisanat. - La valorisation des sous-produits de l'olivier brindilles et bois pour la production soit d'aliments pour bétail, d'engrais biologiques ou d'unités de fabrication de stratifié ou d'aggloméré. - La valorisation des sous-produits de la pêche pour la fabrication de farine de poisson. - Production de bois d'olivier pour les besoins de l'artisanat. - La promotion d'une industrie de fabrication d'unités de dessalement des eaux saumâtres des puits pour les besoins de l'irrigation basée sur l'utilisation de l'énergie solaire.
--	--

	- Finaliser la cartographie des substances utiles de la région en vue d'identifier tous les gisements exploitables industriellement. - Diversifier la valorisation des substances utiles avec valeur ajoutée. - Veiller à maximiser la transformation dans le gouvernorat en vue de sortir en produit fini. - Développement du tourisme culturel autour de l'environnement spécifique et l'historique de la région. - Développer l'hébergement à travers des gîtes et des unités hôtelières adaptées à la région. - Améliorer la qualité et le design des produits artisanaux dans le sens de les adapter à la demande et particulièrement celle du tourisme. - Améliorer la qualité des services de restauration.
--	--

FICHE ETUDE : Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de GAFSA

Intitulé de l'étude:	Etude de positionnement sectoriel stratégique Gouvernorat de GAFSA
Champs d'intervention	Gouvernorat de GAFSA
Date de l'étude	Mai 2013
Financement	AGROTEC
Objectifs de l'étude	- Analyse de la situation socio-économique du gouvernorat de Gafsa. - Valorisation du positionnement stratégique des secteurs dans le gouvernorat.
Out-Put de l'étude	▪ Potentialités existantes dans le gouvernorat de Gafsa : - Ressources hydrauliques de type renouvelables. - Niveau de vie dans la tranche moyenne faible et pauvreté limitée. - Existence d'un pôle universitaire pouvant être mis à profit dans la cadre d'une stratégie de développement. - Existence du groupe chimique qui peut constituer un pôle industriel structurant. - Disponibilité d'un aéroport avec une piste pouvant recevoir du transport cargo et jouté par une ligne ferroviaire. - Position géographique stratégique pour devenir une plaque tournante et un point de passage commercial important. - Patrimoine historique important et tradition artisanale spécifique pouvant être mis en valeur par une stratégie touristique adéquate. ▪ Problèmes existants : - Faible niveau de précipitation annuelle ne permettant pas une alimentation suffisante des nappes. - Sols locaux à fertilité faible et précaire limitant le choix des spéculations exploitables. - Désertification d'une large superficie du sud du gouvernorat. - Formation qui ne répond pas aux exigences du marché du travail. - Débouchés pour les diplômés limités actuellement à l'administration ou le groupe chimique. - Chômage majoritairement dans les tranches d'âge jeunes. - Faible taux de départs en retraite et nécessité de création rapide et continue de nouveaux emplois.
Recommandations de l'étude	<u>Dans le court terme :</u> ▪ Meilleure exploitation du potentiel de l'agriculture par : - Les cultures maraichères ; telles que la pomme de terre, la tomate, la laitue ou l'asperge ; valorisation et transformation de leurs produits. - Les cultures arborescentes ; telles que l'amande, la pistache ou la figue ; valorisation et transformation de leurs produits. ▪ Meilleure exploitation du potentiel de tourisme culturel et de l'artisanat.

	▪ Meilleure exploitation et la valorisation de ressources naturelles en gypse, argile et autres. ▪ Meilleure exploitation du potentiel et de l'expérience des techniciens, qui travaillent dans le bassin minier, dans le domaine de la gestion et de l'entretien des grandes entreprises et des grands équipements industriels. <u>Dans le moyen terme :</u> - Remembrement des parcelles. - Généralisation des techniques d'irrigation économique. - Désalinisation des nappes ou eau de mer dans le cadre des régions du sud. - Précision des compositions minéralogique et des potentiels des gisements. - Résolution des problèmes fonciers en préparation de l'installation d'unités d'exploitation. - Conception d'un cadre global de tourisme culturel et environnemental des régions du sud. - Mettre en place un projet de réhabilitation des sites et de préparation des circuits et parcours.
--	--

FICHE ETUDE : Livre blanc de développement régional Tunisie

Intitulé de l'étude:	Livre blanc de développement régional Tunisie
Champ d'intervention	Etude Stratégique
Date de l'étude	2011
Financement	
Objectifs de l'étude	-Diagnostic des disparités régionales enregistrées en Tunisie - Proposition d'une nouvelle approche du développement régional afin de: * réhabiliter les régions qui accusaient un certain retard en matière de services de santé, d'éducation et d'équipement de base * assurer la liaison entre les régions afin de créer des pôles de compétitivité - Intégrer les régions du pays dans l'économie mondiale.
Recommandations de l'étude	• Développer l'infrastructure routière et l'infrastructure du transport pour permettre aux zones enclavées de rompre avec leur isolement. • Remettre à niveau le réseau ferré interrégional et créer un réseau robuste de trains rapide régionaux à fréquences régulières en utilisant les infrastructures existantes. • Engager une procédure de mise en conformité des hôpitaux publics aux standards internationaux, notamment aux normes ISO et renforcer les hôpitaux publics dans les régions en retard, par des incitations financières et matérielles pour le personnel. • Publier un tableau de bord qui dresse régulièrement l'état des principaux indicateurs sanitaires mesurant la qualité effective des services de santé au niveau régional • Créer des modes de rapprochement scolaire entre l'école et la famille (ramassage scolaire, etc.) • Construire un tissu associatif de soutien scolaire afin de soutenir l'effort des parents dans l'intérêt qu'ils doivent porter aux apprentissages de leurs enfants. • Promouvoir la préfabrication industrielle dans la construction de logements pour réduire sensiblement les coûts de construction des logements sociaux. • Pour les zones périurbaines et les villes moyennes, construire un parc suffisant de logements locatifs sociaux, en diversifiant les acteurs du secteur. • Faciliter l'accès à la propriété, en développant le système de location longue durée avec possibilité d'achat. • Développer la culture en encourageant les districts culturels ou les quartiers culturels par le biais de partenariats, d'aménagements fiscaux, ou d'autres instruments innovants. • Créer des contrats de développement culturel entre l'État et les collectivités locales, dans le but d'assurer une répartition équilibrée de

l'offre culturelle entre les territoires et de faciliter l'accès du public à la culture.

- Mettre en valeur les sites archéologiques et naturels des régions intérieures et organiser des circuits touristiques sur la base de la diversification de relais d'accueil.
- Remettre à niveau le cadastre pour une mobilisation optimale du foncier.
- Réfléchir sur la création d'une ville nouvelle à proximité de la capitale.
- Faciliter la traversée des frontières en :
 - Construisant des axes transfrontaliers entre les pays du Maghreb,
 - Améliorant les équipements logistiques,
 - Simplifiant les formalités à la frontière
 - Développant des zones industrielles le long des frontières.
- Encouragement de l'Investissement privé :
 - Favoriser les incitations directes (subvention et prime d'investissement) plutôt que les incitations indirectes (exonération fiscales).
 - Distinguer uniquement deux catégories de zones de développement régional au lieu de trois : zone de développement régional et zone de développement prioritaire.
 - Les incitations doivent être conformes à la politique de développement économique et celle du développement de chaque région tunisienne
 - Les incitations ou le montant de la prime d'investissement peuvent dépendre du nombre d'emplois créés chaque année ou chaque période.
 - Supprimer le délai d'exonération des impôts sur le revenu fixé à 10 ans.
 - Assouplir les contraintes imposées aux investisseurs étrangers lors de la phase d'installation en Tunisie.
- Mettre en place trois pôles de connaissance et d'innovation dans les secteurs suivants : les technologies de l'information et des communications (TIC), les énergies renouvelables et les biotechnologies (industrie de la santé et agro-alimentaire à haute valeur ajoutée).
- Développer les centres de formation continue qui relaient la diffusion des connaissances et des compétences spécifiques au secteur technologique stratégique de la région.
- Tout le territoire doit être couvert par des structures communales de la sorte, la Tunisie comprendrait trois catégories de communes : (les communes urbaines - les communes rurale . Les communes mixtes)
- Instaurer une démocratie municipale responsable basée sur la décentralisation
- Revoir la fiscalité locale afin de garantir plus de ressources financières pour les collectivités locales.
- Suppression du contrôle a priori sur les actes financiers des collectivités locales
- Faire de l'Institut National des Statistiques (INS) un institut indépendant pour assurer la transparence et la diffusions des statistiques.
- Regrouper le développement régional et local ainsi que l'aménagement du territoire et la planification dans un seul ministère.